

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER SEMESTRE 2020



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la Chambre
de Commerce, d'Industrie, des Mines et
de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
ARETOUYAP NCHANKOU
EKODO EMBOLO

SOMMAIRE

LISTE DES ILLUSTRATIONS	2
I- METHODOLOGIE.....	5
II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE	7
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	8
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE	15
III- CONJONCTURE NATIONALE.....	17
III.1. ACTIVITE.....	18
III.2. FINANCES PUBLIQUES.....	21
III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE	25
III.4. COMMERCE EXTERIEUR	30
IV- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES..	34
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE.....	35
IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES.....	37
IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES	39
IV.4. ACTIVITES DES SERVICES	41
IV.5. ACTIVITES DANS L'ARTISANAT	42

SIGLES, ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs extérieurs nets
BAD	: Banque Africaine de développement
BC-PME	: Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BEA	: Bureau of Economic Analysis
BEAC	: Banque Etats de l'Afrique Centrale
BGFI	: Banque Gabonaise et Française Internationale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit
BM	: Banque Mondiale
BRICS	: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	: Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement
CBC	: Commercial Bank of Cameroon
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CCIMA	: Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CEI	: Communauté d'États Indépendants
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMF	: Commission des Marchés Financiers
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COSUMAF	: Commission de Surveillance du Marche Financier
CRCT	: Cellule de Règlement et de Centralisation des Titres
DGD	: Direction Générale de la Douane
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
ECMR	: Emprunt obligataire du Cameroun
EMF	: Etablissement de Microfinance
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FMI	: Fonds Monétaire International
HT	: Hors Taxes
INS	: Institut National de la Statistique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MINFI	: Ministère des Finances
NBS	: National Bureau of Statistics
NFC-Bank	: National Financial Credit Bank
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCE	: Société Camerounaise d'Équipement
SGC	: Société Générale du Cameroun
Si	: Semestre i
SODECOTON	: Société de Développement du Coton du Cameroun
SONARA	: Société Nationale de Raffinage
Ti	: Trimestre i
TIAO	: Taux d'Intérêts des Appels d'Offres
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Africa
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire Ouest-africaine
UMAC	: Union Monétaire d'Afrique Centrale
USA	: United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région</i>	7
<i>Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité</i>	7
<i>Graphique 3 : Evolution du commerce des grands groupes de marchandises, T4_2019 - T2_2020</i>	12
<i>Graphique 4 : Evolution de l'indice des prix des produits, base 100 :2016</i>	13
<i>Graphique 5 : Evolution semestrielle de l'Indice de Prix à la Consommation de 2017 à 2020</i>	20
<i>Graphique 6 : Structure des recettes budgétaires (en %)</i>	22
<i>Graphique 7 : Composantes de la masse monétaire (en %)</i>	27
<i>Graphique 8 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au premier semestre de 2020</i>	36
<i>Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au premier semestre 2020</i>	36
<i>Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale au premier semestre 2020</i>	37
<i>Graphique 11 : Charges ayant affecté la trésorerie au premier semestre de 2020</i>	37
<i>Graphique 12 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au premier semestre 2020 et deuxième semestre 2020 (perspectives)</i>	38

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Projections de la croissance dans le monde</i>	11
<i>Tableau 2 : Evolution du volume du commerce des marchandises, 2015-2021</i>	13
<i>Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de la CEMAC</i>	16
<i>Tableau 4 : Taux de croissance des pays de la CEMAC</i>	18
<i>Tableau 5 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité</i>	20
<i>Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)</i>	21
<i>Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits</i>	22
<i>Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions</i>	22
<i>Tableau 9 : Soldes budgétaires au 30 juin 2020 (en milliards)</i>	23
<i>Tableau 10 : Evolution de la structure des recettes budgétaires</i>	25
<i>Tableau 11 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA)</i>	29
<i>Tableau 12 : Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)</i>	30
<i>Tableau 13 : Dépôts par maturité (en milliards)</i>	30
<i>Tableau 14 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)</i>	30
<i>Tableau 15 : Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de francs)</i>	32
<i>Tableau 16 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)</i>	33
<i>Tableau 17 : Valeur des produits exportés en 2019 vers les principaux clients et leur poids dans les exportations totales du produit</i>	34
<i>Tableau 18 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)</i>	35
<i>Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020</i>	41
<i>Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020</i>	42
<i>Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020</i>	44
<i>Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités au premier semestre 2020</i>	46

RESUME EXECUTIF

Au premier semestre 2020, l'économie camerounaise a évolué dans un contexte de forte contraction de l'économie mondiale, lourdement impactée par la crise de COVID-19. Cette crise sanitaire inédite a en effet poussé la majorité des gouvernements à prendre des mesures de confinement, ce qui a entraîné le ralentissement, voire l'arrêt de la production dans quelques secteurs d'activité.

Sous ces conditions, la production mondiale a fortement baissé au 1^{er} semestre 2020, et a reculé de 4,4% en 2020 selon le FMI.

La baisse de la production dans les pays avancés et dans les pays émergents et en développement a été respectivement de -5,8% et de -3,3% en 2020.

L'économie américaine devrait se contracter fortement en 2020 (-7,3% selon l'OCDE), avant de se redresser en 2021 (+4,1%). La consommation des ménages est affectée par la faiblesse de la confiance et la montée du chômage, tandis que l'investissement et le commerce devraient diminuer. La relance budgétaire et monétaire devrait cependant aider à amortir le choc.

L'économie de la zone euro a enregistré une contraction record au premier trimestre 2020 (-3,6%), affectée par la forte baisse de l'activité des entreprises et des ménages suite aux mesures de confinement adoptées en mars. La conjoncture économique s'est dégradée fortement au début du deuxième trimestre, avant d'entamer une phase de redressement avec la levée progressive des mesures de confinement.

La Chine a enregistré un taux de croissance positif de 1,9% en 2020, en dépit de l'important choc créé par la pandémie sur son économie au premier semestre 2020.

Les pays africains en général et ceux de la région CEMAC en particulier ne devraient pas échapper à ce vaste mouvement de repli. Le Nigéria, et l'Afrique du Sud ont enregistré une contraction de croissance respective de 4,3% et de 8% en 2020.

Au Cameroun, le PIB a enregistré une légère hausse (+0,8%) au premier semestre 2020, selon l'INS. Le repli de l'activité dans le secteur tertiaire (-1,5%) a eu un effet néfaste sur la production dans le secteur primaire (qui a ralenti à +1,3%). Le PIB a progressé de 5% dans le secteur secondaire. Toutefois, la BEAC prévoit une contraction de la croissance de 2,8% à fin 2020.

Les prix des produits consommés au Cameroun ont augmenté au premier semestre 2020, aussi bien en glissement semestriel (+1,2%) qu'annuel (+2,5%). En glissement semestriel, la hausse des prix s'explique essentiellement par celle des postes « logement, eau, gaz électricité et autres combustibles », « transport », « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « boissons alcoolisées et des tabacs ».

Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2020 a été révisé à la baisse à 4 409 milliards de FCFA, contre 4 951,7 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale.

A la fin du 1^{er} semestre de l'année, le solde budgétaire s'est amélioré de 15,7% en glissement semestriel, les ressources budgétaires sont plus importantes du fait de l'augmentation des dons et emprunts, notamment des émissions des titres publics (+310,1 milliards de FCFA). Les dépenses publiques augmentent de 14,6 milliards même si les investissements publics sont moins importants.

A fin juin 2020, la masse monétaire a augmenté de 11% par rapport à fin juin 2019, pour s'établir à 5 732,2 milliards de FCFA. Cette évolution résulte de la hausse de ses trois composantes. En s'établissant à 2 337,2 milliards de FCFA, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 5,5% dans la même période. Le crédit intérieur augmente de 16,4% du fait des créances nettes sur l'Etat. Les crédits à l'économie se chiffrent à 3 386,2 milliards de FCFA, en hausse de 24,7 milliards de FCFA en glissement annuel. En se situant à 3 045,2 milliards de FCFA, le crédit au secteur privé baisse aussi bien par rapport à fin décembre 2019 qu'en glissement annuel.

Au 30 juin 2020, le total des bilans des banques s'équilibre à 6 688,1 milliards de FCFA, en hausse de 9,2% par rapport à fin juin 2019. Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 5 146,8 milliards de FCFA, en hausse de 10% sur la même période. L'encours des crédits est de 3 682,4 milliards de FCFA, en hausse de 87,3 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2019.

Au 30 juin 2020, la capitalisation boursière est de 584,2 milliards de FCFA et l'encours du marché obligataire est de 553 milliards de FCFA, en hausse de 20,2% par rapport à fin décembre 2019.

Au premier semestre 2020, la valeur des échanges commerciaux a baissé aussi bien par rapport au deuxième semestre 2019 qu'en glissement annuel, du fait de l'impact négatif de la Covid-19. En se situant à 487,4 milliards de FCFA, le déficit commercial se réduit dans les périodes sous-revues. L'amélioration du déficit résulte d'une baisse plus que proportionnelle de la valeur des importations par rapport à celle des exportations.

Dans ces conditions difficiles, l'opinion des chefs d'entreprises, tous secteurs confondus, relève une activité morose et un climat des affaires défavorables au cours du premier semestre 2020. Les opérateurs économiques n'envisagent pas une amélioration de leur situation dans un avenir proche. Les embauches qui n'avaient pas été très dynamiques au premier semestre, ne le seraient pas au second semestre, sauf dans le secteur des services. De même, l'opinion sur l'évolution à la baisse des chiffres d'affaires des entreprises devrait rester inchangée pour le deuxième semestre 2020. Enfin, les conditions financières difficiles et les tensions de trésorerie perçues par les responsables d'entreprises resteraient le fait du ralentissement des activités combiné à l'insuffisance de la demande, la hausse des prix chez les fournisseurs, les tracasseries fiscales et aux difficultés de recouvrement.

I- METHODOLOGIE

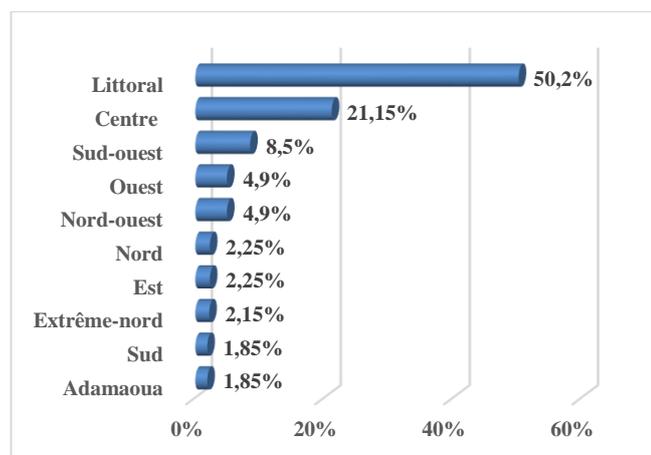
La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture.

(i) Pour la conjoncture économique internationale, régionale et nationale, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.

(ii) Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Lesquelles entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondant aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

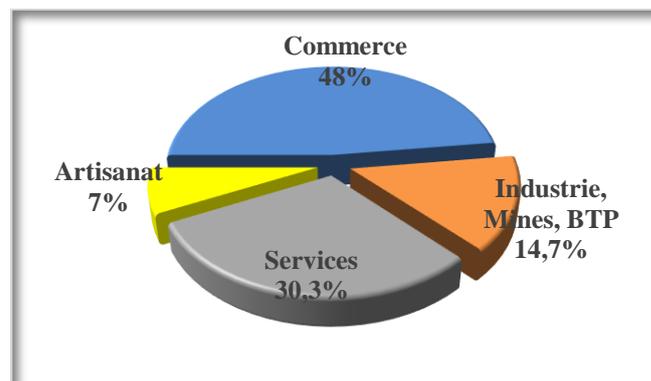
Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée de 4 strates qui sont les 4 secteurs d'activité. Le graphique 2 suivant donne la répartition de l'échantillon par secteur d'activité.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur, la densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises y présentes.

L'enquête s'est déroulée durant les mois d'août et de septembre 2020.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 261 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 87%.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte, ont été re-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité pour ce qui est de la structure.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Au cours du premier semestre 2020, l'activité économique mondiale a pâti des conséquences de la crise sanitaire liée au coronavirus. La conjoncture s'est fortement détériorée dans le sillage de la crise de covid-19.

2.1.1. CROISSANCE

La Banque mondiale prévoit désormais une contraction du PIB mondial de 5,2% en 2020, avec une récession dans les économies avancées (-7%) plus forte que dans les pays émergents et en développement (-2,5%). Toutefois, le redémarrage progressif de l'activité post-confinement, associé aux mesures de relance massives, devrait soutenir une reprise de l'activité.

Pays avancés

Zone euro : forte contraction au premier semestre 2020

La crise sanitaire a eu un grand impact sur l'activité économique, affectant l'investissement des entreprises et les dépenses des ménages dans un contexte de chômage en hausse. De plus, le secteur du tourisme est durement touché, déprimant la demande extérieure. En outre, la détérioration marquée des finances publiques et la dégradation de la qualité du crédit bancaire posent de nouveaux risques à la baisse. En effet, les paramètres budgétaires se sont détériorés dans des pays très endettés comme l'Italie et l'Espagne, confrontés à des risques croissants d'insoutenabilité de leur dette. Dans ce contexte, la Commission européenne a proposé un plan de relance de 750 milliards d'euros pour soutenir les secteurs, régions et pays les plus touchés par la crise sanitaire.

Le PIB s'est contracté respectivement de 3,3% et de 11,3%, au premier et au deuxième trimestre

2020 dans la zone Euro. La contraction de l'activité économique s'est atténuée en mai.

Etats-Unis : des signes de reprise de l'activité, en ligne avec la réouverture progressive de l'économie

Au premier trimestre 2020, l'économie américaine s'est contractée au rythme le plus élevé depuis 2008 (-5% en rythme annualisé), affectée par les effets du confinement. La conjoncture s'est fortement dégradée en avril. Toutefois, les dernières données disponibles laissent présager une stabilisation de l'activité à la fin du deuxième trimestre. La reprise est soutenue par la réouverture de l'économie et la mise en œuvre des mesures de relance monétaire et budgétaire sans précédent (dont un appui budgétaire de 14% du PIB).

Japon : une récession économique sévère, atténuée par un plan de relance massif

Au Japon, l'économie est entrée en récession au premier trimestre 2020. Le PIB s'est contracté de 2,2% en rythme annualisé, affectée par une baisse continue de la consommation privée et des dépenses en capital et une faiblesse persistante de la demande extérieure. L'économie s'est contracté de nouveau au deuxième trimestre, suite à la déclaration de l'état d'urgence nationale la mi-avril pour faire face à la crise de coronavirus qui mine la confiance des ménages et des entreprises.

Pays émergents et en développement : La reprise de l'activité en Chine contraste avec la crise persistante dans les autres grandes économies

En Chine, l'économie s'est repliée de 6,8% au premier trimestre 2020, sa première contraction depuis 1992, perturbée par la crise sanitaire covid-19. Toutefois, les derniers indicateurs conjoncturels s'avèrent encourageants. Il s'agit en particulier de la progression de la production industrielle en mai.

Dans les pays émergents et développement d'Asie, la production chinoise qui s'était rétractée de 10% au premier trimestre a su rebondir au second trimestre (+11,7%). Au terme de 2020, le pays devrait être parmi les rares à afficher une croissance positive (+1,9%), selon les estimations du FMI. L'Inde, dont la production a fortement chuté (-25,2%) au deuxième trimestre, devrait annihiler les efforts annuels de la zone avec une baisse du PIB estimée à -10,3%.

Après avoir enregistré des taux de croissance du PIB de -0,9% et -3,2% respectivement aux premier et second trimestres 2020, la Russie parmi les pays émergents et développement d'Europe, devrait également terminer l'année avec un taux de croissance négatif de -4,1%.

Les pays d'Amérique latine qui vivaient déjà une activité en demi-teinte comme l'atteste la croissance nulle observée en 2019, devraient aussi connaître une forte baisse (8,1%) de leur production globale en 2020. Sur la base des taux de croissance enregistrés par le Brésil les deux premiers trimestres de l'année, à savoir, -1,5% et -9,6%, le FMI estime qu'à fin 2020, la croissance de ce pays serait de -5,8%.

Au Moyen Orient et Afrique subsaharienne la même tendance est observée. La production de l'Arabie saoudite a successivement baissé de 0,9% et 3,2% aux premier et deuxième trimestres, tandis que celle de l'Afrique du Sud et du Nigéria a diminué de 0,4% et 16,6% d'une part et de 1,87% et -6,1% sur les mêmes périodes. Pour 2020, la croissance de ces pays devrait être de -5,4%, -8% et -4,3% respectivement.

Tableau 1 : Projections de la croissance dans le monde

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	2019	2020	2021
Production mondiale	2,8	-4,4	5,2
Pays avancés	1,7	-5,8	3,9
États-Unis	2,2	-4,3	3,1
Zone euro	1,3	-8,3	5,2
Allemagne	0,6	-6,0	4,2
France	1,5	-9,8	6,0
Italie	0,3	-10,6	5,2
Espagne	2,0	-12,8	7,2
Japon	0,7	-5,3	2,3
Royaume-Uni	1,5	-9,8	5,9
Canada	1,7	-7,1	5,2
Autres pays avancés	1,7	-3,8	3,6
Pays émergents et pays en développement	3,7	-3,3	6,0
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	-1,7	8,0
Chine	6,1	1,9	8,2
Inde	4,2	-10,3	8,8
ASEAN-5	4,9	-3,4	6,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,1	-4,6	3,9
Russie	1,3	-4,1	2,8
Amérique latine et Caraïbes	0,0	-8,1	3,6
Brésil	1,1	-5,8	2,8
Mexique	-0,3	-9,0	3,5
Moyen-Orient et Asie centrale	1,4	-4,1	3,0
Arabie saoudite	0,3	-5,4	3,1
Afrique subsaharienne	3,2	-3,0	3,1
Nigéria	2,2	-4,3	1,7
Afrique du Sud	0,2	-8,0	3,0
Pays en développement à faible revenu	5,3	-1,2	4,9

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020.

Note : Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, l'exercice 2020/21 débutant en avril 2020. La croissance indienne est de -8,6 % en 2020 et de 6,8 % en 2021 sur la base de l'année civile.

Source : FMI, Perspective Economique Mondiale, octobre 2020.

2.1.2. COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce mondial s'est fortement contracté au premier semestre de l'année, en raison de la pandémie de COVID-19 qui a bouleversé l'économie mondiale. Par rapport à la période précédente, le commerce mondial des marchandises a subi sa plus forte baisse jamais enregistrée sur une période, tombant de 14,3% au deuxième trimestre de 2020. Cette contreperformance globale cache toutefois des disparités. D'une part, l'impact qui dépend des mesures prises pour endiguer la crise, n'est pas le même dans les différentes régions du monde. D'autre part, les conséquences de ces mesures semblent avoir été plus dommageables au commerce de certaines marchandises que d'autres.

Toutefois, les résultats encourageants obtenus dès la fin du semestre ont permis de réviser les perspectives de croissance du commerce mondial en 2020 établies par l'OMC¹. Ainsi, au lieu d'une chute de 12,9% comme prédite au début du 2ème trimestre, l'on estime plutôt que les échanges perdraient désormais 9,2% de leur volume en 2020.

2.1.2.1. Commerce des marchandises

Reflétant la dynamique des échanges globaux, les échanges de marchandises ont été moins intenses au premier semestre, certaines régions présentant un tableau plus contrasté que d'autres.

Echanges par régions

Les plus fortes contractions du commerce mondial ont été enregistrées en Europe et en Amérique du Nord. Au cours du premier semestre de 2020, les exportations y ont en effet chuté de 24,5% et de 21,8% respectivement, tandis qu'en Asie, le recul des exportations a été moins important, de l'ordre de 6,1%.

Les importations ont diminué de 14,5% en Amérique du Nord et de 19,3% en Europe, contre 7,1% en Asie.

Au terme de 2020, les exportations pourraient chuter de 14,3% ; Toutefois, les importations des marchandises pourraient enregistrer une hausse de 8,7%.

¹ OMC, communiqué de presse N°862 du 06 octobre 2020

Tableau 2 : Evolution du volume du commerce des marchandises, 2015-2021

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Volume du commerce mondial des marchandises	2,3	1,4	4,7	2,9	-0,1	-9,2	7,2
Exportations							
Amérique du Nord	2,6	0,7	3,4	3,8	1,0	-14,7	10,7
Amérique du Sud et Amérique centrale	0,6	1,3	2,9	0,1	-2,2	-7,7	5,4
Europe	2,9	1,1	3,7	2,0	0,1	-11,7	8,2
Asie	1,3	2,3	6,7	3,7	0,9	-4,5	5,7
Autres régions	1,8	3,5	0,7	0,7	-2,9	-9,5	6,1
Importations							
Amérique du Nord	5,2	0,3	4,4	5,2	-0,4	-8,7	6,7
Amérique du Sud et Amérique centrale	-7,6	-9,0	4,3	5,3	-2,1	-13,5	6,5
Europe	3,6	3,0	3,0	1,5	0,5	-10,3	8,7
Asie	2,1	2,2	8,4	4,9	-0,6	-4,4	6,2
Autres régions	-3,9	-4,5	3,4	0,3	1,5	-16,0	5,6
PIB réel aux taux de change du marché	2,8	2,4	3,1	2,8	2,2	-4,8	4,9
Amérique du Nord	2,8	1,7	2,4	2,8	2,1	-4,4	3,9
Amérique du Sud et Amérique centrale	-0,8	-2,0	0,8	0,6	-0,2	-7,5	3,8
Europe	2,4	2,1	2,8	2,1	1,5	-7,3	5,2
Asie	4,3	4,2	4,8	4,1	3,9	-2,4	5,9
Autres régions	1,5	2,4	1,9	2,1	1,4	-5,5	3,5

Source : Secrétariat de l'OMC2

Echanges par groupes de produits

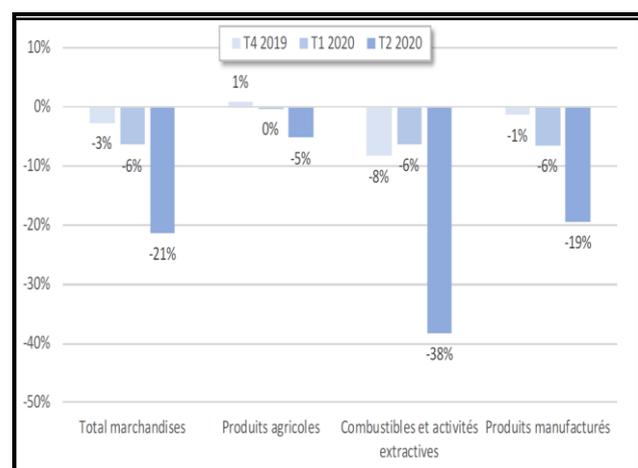
S'agissant du type de marchandises, aucun grand groupe de marchandises échangées ne s'écarte de la tendance générale. On note, toutefois, une baisse des échanges des produits agricoles moins forte au premier semestre de 2020 que celle des produits combustibles et manufacturés.

Le commerce des combustibles et des produits d'activités extractives a enregistré la plus forte baisse en glissement annuel au premier semestre de 2020, soit -6% au premier trimestre, puis -38% au second trimestre. Cette baisse est respectivement de 6% et de 19% pour les échanges de produits manufacturés, dans la période sous-revue

Une forte diminution du volume des échanges des produits de l'industrie automobile (-70%) et de celui des articles de voyage (-53%) a été relevée en avril 2020.

Seuls, les échanges de textiles, de matériels ntic, de circuits intégrés et des produits pharmaceutiques ont augmenté au deuxième trimestre 2020.

Graphique 3 : Evolution du commerce des grands groupes de marchandises, T4_2019 - T2_2020



Source : Secrétariat de l'OMC3

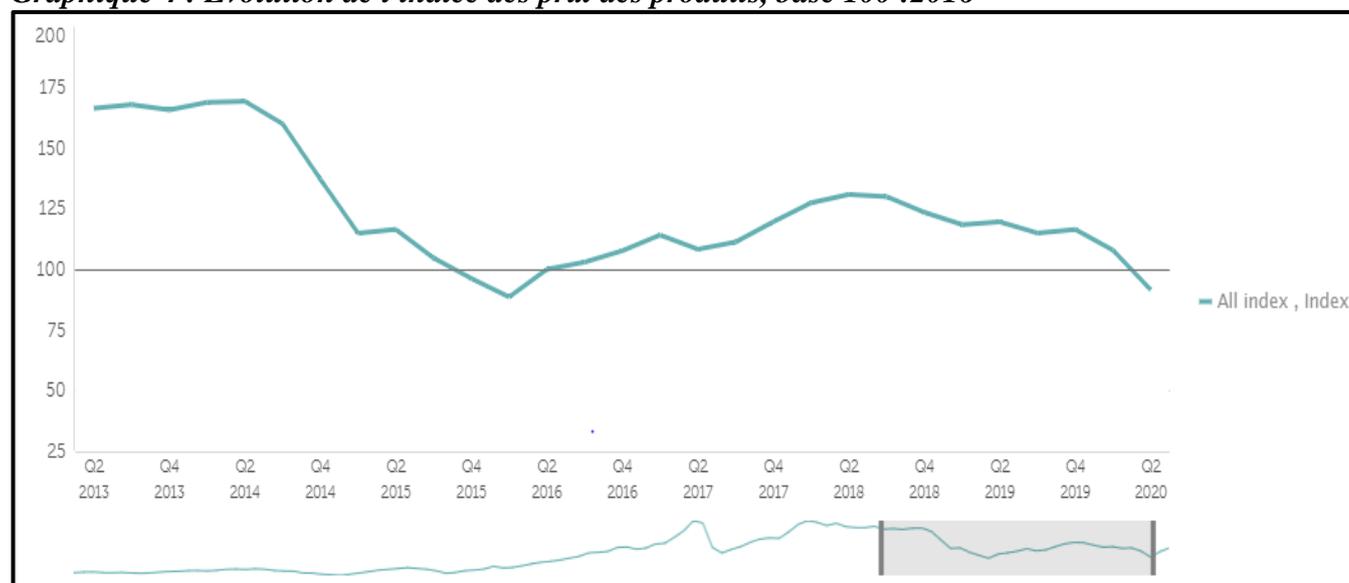
2.2.2.2. Commerce des services

En l'absence de données consolidées sur les échanges de services, l'OMC estime que la baisse du commerce des services aurait été au moins aussi importante que celle des marchandises, au regard de la chute d'environ 80% de nombres de vols internationaux par jour enregistrés par Opensky network entre début janvier et mi-avril.

2.1.3. INFLATION

Tel que le montre le graphique ci-dessous, l'inflation mondiale s'est une nouvelle fois contractée au premier semestre de 2020, restant depuis le deuxième trimestre de 2018 sur sa tendance baissière. Cette baisse a été atténuée par les prix des produits non énergétiques, qui ont enregistré une hausse.

Graphique 4 : Evolution de l'indice des prix des produits, base 100 :2016



Source : <https://data.imf.org/?sk=471DDDF8-D8A7-499A-81BA-5B332C01F8B9&slid=1547557894971>

Légère hausse des prix des produits non énergétiques

Les prix des produits non énergétiques ont connu une légère hausse au second semestre de l'année 2020. Parti d'une valeur de 107,8 au premier semestre de 2019, l'indice de ces produits s'est d'abord apprécié au second semestre 2019, avant de s'établir à 109,8 au premier semestre 2020. L'évolution des prix est surtout portée par la hausse des cours des métaux dont la valeur n'a cessé d'augmenter depuis le 1^{er} semestre de 2019, dans un contexte où tant les prix des produits alimentaires que des matières premières industrielles ont continué de reculer.

Le repli des cours des produits non énergétiques est principalement observé sur les marchés des produits agricoles (-7,6 %) et forestiers (- 1,0%).

Forte baisse des prix des produits énergétiques

L'indice global des prix des produits énergétiques a perdu, en glissement semestriel, environ 30% de sa valeur au premier semestre de 2020, reflétant la baisse des prix des produits pétroliers (pétrole et gaz). Le charbon a également perdu de sa valeur entre la fin d'année 2019 et le début d'année 2020.

Produits de base

Sur les marchés internationaux, l'indice global des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a régressé de 28,9 % au deuxième trimestre 2020, après une baisse de 18,1

% au trimestre précédent. Le prix du baril de pétrole brut, est revenu quant à lui de 49,1 \$/baril au T1/2020 à 30,3 \$/baril au T2/2020. La variation des cours des produits de base au T2/2020 a été marquée, d'une part, par une baisse

cumulée des prix des produits énergétiques de 36,6 %, et d'autre part, par celle des produits non énergétiques de 4,5 %, ramené à 99,51 au T2/2020 contre 104,19 au T1/2020

Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de la CEMAC

Produit	Unité	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20
Pétrole														
Crude oil, average	\$/baril	59,8	61,5	57,7	60,0	57,3	60,4	63,4	61,6	53,3	32,2	21,0	30,4	39,5
Gaz naturel														
Europe	\$/mmbtu	3,6	3,6	3,7	4,2	5,1	5,2	4,6	3,6	2,9	2,7	2,1	1,6	1,8
Etats-Unis	\$/mmbtu	2,4	2,4	2,2	2,6	2,3	2,7	2,2	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8	1,6
Japon	(\$/mmbtu)	10,0	10,1	10,9	10,9	10,0	10,0	10,0	9,9	9,9	9,9	10,1	10,1	10,1
Bois tropicaux														
Bois bruts, fob	\$/m3	306,4	304,8	304,8	302,3	302,3	301,7	302,1	301,9	299,0	303,0	328,3	329,7	335,3
Bois sciés, fob	\$/m3	607,5	597,7	582,0	591,6	605,4	617,5	627,9	626,5	621,1	593,7	595,0	589,5	599,9
Fer	\$/dmtu	108,9	120,2	93,1	93,1	88,5	85,0	92,7	95,8	87,7	89,0	84,7	93,7	103,3
Aluminium	\$/mt	1 756,0	1 797,0	1 740,7	1 753,5	1 726,0	1 774,8	1 771,4	1 773,1	1 688,1	1 610,9	1 459,9	1 466,4	1 568,6
Diamant	\$/carat	157,8	161,8	162,8	163,8	154,8	154,8	154,8	155,8	156,8	157,8	154,8	154,8	154,8
Or	\$/troy oz	1 359,0	1 412,9	1 500,4	1 510,6	1 494,8	1 470,8	1 479,1	1 560,7	1 597,1	1 591,9	1 683,2	1 715,9	1 732,2
Manganèse	\$/kg	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Cacao	\$/kg	2,4	2,4	2,2	2,3	2,4	2,5	2,4	2,6	2,7	2,3	2,3	2,3	2,2
Riz	\$/mt	396,0	394,2	405,2	400,1	391,2	389,8	398,3	416,4	419,0	452,8	512,7	483,8	491,1
Caoutchouc	\$/kg	1,9	1,7	1,5	1,5	1,4	1,5	1,7	1,7	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4
Coton	\$/kg	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5
Huile de palme	\$/mt	542,2	543,9	586,1	580,3	591,4	683,4	769,9	810,1	728,8	635,2	608,9	573,9	651,6
Banane	\$/kg	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Sucre	\$/kg	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Café	US cents/kg	4 906,7	4 542,0	4 869,3	4 861,1	4 446,9	4 792,6	4 780,8	4 725,2	4 712,9	4 686,8	4 647,5	4 632,4	4 600,9
Gomme arabique	\$/tonne	2,2	2,3	2,2	2,2	2,2	2,4	2,5	2,3	2,2	2,4	2,4	2,4	2,3
Viande de bœuf	\$/kg	1 661,8	1 665,8	1 666,8	1 667,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 659,8	1 660,8	1 661,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : année 2012 -														
Indice global		61,1	62,2	58,9	61,3	59,7	62,8	64,3	60,6	54,4	38,1	29,6	36,4	42,8
Indice hors produits énergétique		118,6	118,0	113,3	115,3	118,5	122,6	121,7	106,1	107,0	99,5	98,5	100,4	99,6
Indices des produits énergétiques		55,6	57,1	53,8	56,4	54,1	57,1	59,0	56,8	49,4	31,1	21,3	29,1	36,7
Indices des métaux et minéraux		58,9	58,9	58,9	58,9	58,9	58,9	58,9	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0
Indices des métaux et minéraux		80,2	79,1	77,4	78,3	79,8	81,1	82,3	82,1	81,4	78,6	79,8	79,3	80,7
Indice des produits agricoles		112,4	112,0	105,7	108,3	112,4	118,1	116,0	92,1	93,7	83,7	81,6	84,8	82,8

Source : BEAC4

4 Op. cit.

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE AFRICAINE

Au premier semestre 2020, l'Afrique fait face à une crise sanitaire et économique, qui a bouleversé l'existence et les moyens de subsistance de millions de personnes. Du fait de la pandémie du Covid-19, l'activité dans la région a reculé brutalement au deuxième trimestre de 2020, avec l'instauration de confinements,

L'incidence la plus forte de la crise sur la croissance concerne les pays tributaires du tourisme, tandis que les pays exportateurs de produits de base ont aussi été durement touchés.

Une incertitude plus grande qu'à l'accoutumée entoure les perspectives actuelles, qui dépendent de la persistance du choc de la COVID-19, des aides financières extérieures disponibles et de l'accès à un vaccin efficace, éprouvé et d'un prix abordable.

Pour la plupart, les pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à assouplir leurs règles de confinement vers la fin du mois d'avril, alors même que beaucoup d'entre eux se situaient à un stade un peu plus précoce de la pandémie eu égard à leur profil épidémiologique.

La croissance des pays plus diversifiés ralentira fortement mais restera dans bien des cas positive en 2020. Dans l'ensemble, l'économie de la région subira une contraction de 3,0 % en 2020 selon les projections.

Au **Nigéria**, l'économie subira une contraction de 4,3 % en 2020 en raison de la faiblesse des cours du pétrole, de la réduction de la production en vertu de l'accord conclu par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et les autres grands producteurs de pétrole et du recul de la demande intérieure imputable au confinement.

En **Angola**, la crise a accentué la vulnérabilité existante. Selon les projections, le PIB réel devrait à présent diminuer pour une cinquième année consécutive. L'économie subira une contraction de 4,0 % en 2020, compte tenu de la baisse de la production et des cours du pétrole, du durcissement des conditions de crédit et du repli de l'activité industrielle et commerciale.

Afrique centrale

La prise de conscience de pandémie vers la fin du premier trimestre 2020 et les mesures prises pour la vaincre, notamment fermeture des frontières et limitation des déplacements, ont entraîné un ralentissement de l'activité économique restée fortement dépendante des matières premières en attendant l'aboutissement des stratégies de diversification.

La BEAC estime que les économies de la sous-région CEMAC sont entrées en récession au deuxième trimestre 2020 par rapport au précédent, à cause de la crise sanitaire mondiale et ses effets néfastes sur l'activité. Au premier rang de ses effets, l'on note la faiblesse des cours des principaux produits exportés.

Aussi, les prévisions actualisées par les Services de la BEAC estiment que la croissance économique chuterait à - 3,1 % en 2020, contre 2,1 % en 2019. Le secteur pétrolier se contracterait de 3,6 % en 2020 contre + 2,3 % en 2019.

Tableau 4 : Taux de croissance des pays de la CEMAC

	Taux de croissance nominale (en %)			Taux de croissance réelle (en %)			Taux de croissance du PIB réel hors pétrole (en %)		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
		Estim.	Prév.		Estim.	Prév.		Estim.	Prév.
Cameroun	5,7	5,9	-2,8	4,1	3,9	-2,9	4,4	3,6	-3,1
République Centrafricaine	2,5	5,5	2,5	3,8	4,3	1,0	3,8	4,3	1,0
Congo	8,7	1,0	-26,6	1,1	-0,7	-10,0	-12,6	-2,3	-14,3
Gabon	4,3	7,6	-9,6	0,4	3,9	-1,7	2,8	1,7	-0,8
Guinée Equatoriale	8,3	-4,1	-10,1	-3,1	-4,5	-3,8	4,2	0,8	-4,5
Tchad	6,5	0,9	0,7	1,9	2,6	0,8	0,4	1,3	1,5
CEMAC	6,3	3,5	-7,9	1,8	2,1	-3,1	1,9	2,0	-3,0

Source : BEAC⁵

⁵ BEAC, Bulletin Statistique et économique N°7, juin 2020

III- CONJONCTURE NATIONALE

III.1. ACTIVITE

3.1.1. PRODUCTION

Au premier semestre de l'année 2020, le PIB réel a légèrement progressé (+0,8%). Il a ralenti par rapport au 2^{ème} semestre 2019 en lien avec la baisse de l'activité dans le secteur tertiaire (-1,5%).

L'activité a été relativement dynamique dans le secteur primaire (+1,3%) et surtout dans le secteur secondaire (+5%).

La croissance du secteur primaire s'explique par la bonne tenue des activités d'élevage, de chasse et de pêche (+4,2%) conjuguée à celle de l'agriculture des produits vivriers (+3%). Cette croissance a été freinée par la mauvaise tenue des activités sylvicoles et d'exploitations forestières (-4%).

La hausse de la valeur ajoutée dans le secteur secondaire résulte de la bonne tenue des activités dans toutes les branches et particulièrement l'industrie extractive (+7,4%). Toutefois, l'activité s'est replié de 0,7% dans la branche « production et distribution d'électricité ».

Le secteur tertiaire a subi de plein fouet les effets de la crise liée à la pandémie du Coronavirus à travers la plupart de ses branches d'activité, et surtout la branche « hôtel et restauration » (-15,3%). On note cependant une bonne tenue d'activités dans les branches « Services financiers » (+5,1%) et « Information et communication » (+4%).

Tableau 5 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

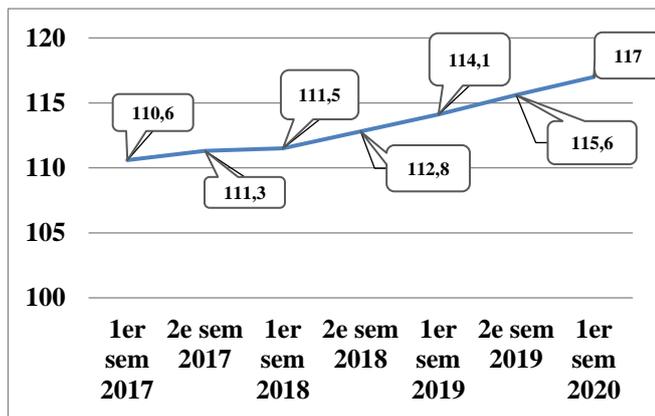
Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités (base 100 = 2005) (en milliards FCFA)				Semestre 1_2020 / Semestre 1_2019 (%)
	T1_2019	T2_2019	T1_2020	T2_2020	
Secteur primaire	444,1	614,6	445,1	627,7	1,3
Agriculture des produits vivriers	213,1	343,7	218,9	354,6	3,0
Agriculture industrielle et d'exportation	66,1	94,6	62,6	97,0	-0,8
Elevage, chasse et pêche	78,8	79,9	81,9	83,5	4,2
Sylviculture et exploitation forestière	86,0	96,5	81,8	92,7	-4,4
Secteur secondaire	1113,2	1164,0	1162,2	1229,3	5,0
Industries Extractives	222,8	218,5	241,4	232,6	7,4
dont extraction d'hydrocarbure	219,5	214,8	237,9	228,7	7,4
Industries Agro-alimentaires	275,3	270,8	294,1	291,0	7,1
Autres Industries Manufacturières	330,5	349,8	328,8	363,7	1,8
Electricité	28,4	27,1	28,4	26,7	-0,7
Eau et Assainissement	26,8	27,3	27,2	28,1	2,1
BTP	229,4	270,5	242,2	287,2	5,9
Secteur tertiaire	2100,6	2268,9	2153,8	2149,0	-1,5
Commerce et réparation	679,1	761,8	689,0	726,2	-1,8
Transports	224,6	253,0	229,8	236,7	-2,3
Information et communication	94,8	88,5	98,6	92,1	4,0
Hôtels et restauration	70,6	69,1	71,3	47,1	-15,3
Services financiers	122,4	124,3	129,6	129,7	5,1
Administrations publiques	446,3	503,7	470,9	475,4	-0,4
Autres services marchands	462,8	468,5	464,6	441,8	-2,7
TOTAL VALEURS AJOUTEES	3657,9	4047,6	3761,1	4006,1	0,8
Impôts et taxes nets sur les produits	295,5	323,4	305,3	316,3	0,4
PIB	3 953,4	4 371,0	4 066,3	4 322,4	0,8

Source : INS / Les comptes nationaux trimestriels (2^e trimestre 2020)

3.1.2. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Par rapport au premier semestre 2019, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 2,5 % au premier semestre 2020. La hausse est de 1,2% par rapport au 2^{ème} semestre 2019. L'évolution des prix à la consommation est imputable en grande partie au renchérissement des produits issus du secteur primaire, des prix pratiqués dans la branche « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et des prix des boissons alcoolisées et tabacs.

Graphique 5 : Evolution semestrielle de l'Indice de Prix à la Consommation de 2017 à 2020



Source : INS

3.1.2.1. VARIATION PAR COMPOSANTES PRINCIPALES

Par fonctions de consommation, les prix des douze composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au 2^{ème} semestre 2019 qu'en glissement annuel.

En glissement annuel, la hausse de l'IPC est imputable aux boissons alcoolisées et tabacs (+3,4%), aux produits alimentaires et boissons non-alcoolisées (+3,3%), à la hausse de 3,8% des prix pratiqués dans la branche « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et à la hausse des prix des articles d'habillement et chaussures (+2,6%).

La hausse des prix produits alimentaires est imputable à la flambée des prix des fruits (+9,3%), des légumes (+7,7%), des viandes (+4,3%) et des « pains et céréales » (+3%). Il est à relever que la crise sanitaire liée au coronavirus, qui a débuté en mars 2020 au Cameroun, a eu pour conséquence des difficultés d'écoulement des produits ayant entraîné une forte variation des prix de la tomate, de la volaille, du porc et de plusieurs épices et fruits. Aussi bien par rapport au deuxième semestre 2019 qu'en glissement annuel, on a une relative maîtrise des prix dans les postes « santé », « enseignement » et « communications ».

Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

Fonction de consommation	1er Sem. 2019	2e sem. 2019	1er Sem. 2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	114,5	116,6	118,3	1,5	3,3
Boissons alcoolisées et tabacs	128,4	130,9	132,8	1,5	3,5
Articles d'habillement et chaussures	110,6	112,2	113,4	1,0	2,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	115,6	117,9	120,0	1,8	3,8
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,1	109,8	110,5	0,7	1,3
Santé	103,0	103,1	103,2	0,1	0,2
Transports	123,6	124,3	126,5	1,7	2,4
Communications	90,4	90,6	91,0	0,4	0,7
Loisirs et culture	105,3	106,3	107,1	0,8	1,7
Enseignement	116,5	116,9	117,2	0,2	0,6
Restaurants et hôtels	127,7	129,8	131,1	1,0	2,6
Biens et services divers	114,2	115,3	115,8	0,4	1,4

Source : INS

Par groupe secondaire de produits, l'indice des prix des composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au deuxième semestre 2019 qu'en glissement annuel. Toutefois, la hausse des prix est soutenue par les produits provenant du secteur primaire (+5%) et celle des prix des produits locaux (+2,6%).

Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits

Groupe secondaire de produits	1er Sem. 2019	2e sem. 2019	1er Sem. 2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits locaux	115,5	117,2	118,5	1,1	2,6
Produits importés	109,9	110,6	112,0	1,3	2,0
Produits issus du secteur primaire	118,4	121,9	124,4	2,1	5,0
Produits issus du secteur secondaire	107,9	108,7	109,5	0,8	1,5
Produits issus du secteur primaire	116,6	117,4	118,5	1,0	1,6

Source : INS

3.1.2.2 REPARTITION SPATIALE DE L'INFLATION

Sur le plan spatial, les prix ont augmenté au premier semestre 2020 dans les dix chefs-lieux des régions aussi bien par rapport au deuxième semestre 2019 qu'en glissement annuel.

En glissement annuel, la hausse des prix est relativement importante (supérieur à la moyenne nationale) à Buea (+3,9%), à Maroua (+3,4%), à Bafoussam (+3,2%) et à Garoua (+3,1%). L'inflation a été sous contrôle à Ebolowa (+0,1%).

Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions

	1er Sem. 2019	2e sem. 2019	1er Sem. 2020	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	113,9	115,2	116,4	1,1	2,2
Douala	113,7	115,1	116,3	1,1	2,3
Bafoussam	113,3	115,6	116,9	1,2	3,2
Bamenda	116,3	117,8	119,1	1,1	2,4
Garoua	112,3	114,7	115,8	1,0	3,1
Maroua	112,3	114,7	116,2	1,3	3,4
Ngaoundéré	111,9	113,1	114,0	0,8	1,9
Bertoua	117,7	118,3	119,8	1,3	1,8
Buea	117,9	119,7	122,5	2,4	3,9
Ebolowa	117,9	119,7	118,0	-1,4	0,1
National	114,1	115,6	117,0	1,3	2,5

Source : INS

III.2. FINANCES PUBLIQUES

Au premier semestre 2020, l'exécution du budget de l'Etat s'est déroulée dans un contexte international marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19, qui a poussé les Gouvernements à prendre des mesures fortes pour la juguler dont le confinement. Ces mesures ont influencé négativement l'activité économique et notamment, ont ralenti voir arrêté la production des entreprises, la rupture des chaînes d'approvisionnement et de distribution et, la réduction de la demande, tant intérieure qu'extérieure.

La crise sanitaire a entraîné un déséquilibre budgétaire et financier des opérations de l'Etat telles que projetées initialement dans le budget 2020. Par ailleurs, il s'est avéré nécessaire d'assurer la prise en charge des dépenses nouvelles et urgentes liées à la lutte contre la pandémie du coronavirus et ses répercussions socio-économiques.

Au regard de ces évolutions, l'ordonnance N°2020/001 du 03 juin 2020 a modifié les projections des ressources et des autorisations de dépenses de la loi de finances initiale de l'exercice 2020. Le budget général de l'Etat pour l'exercice 2020 a ainsi été révisé à la baisse à 4 409 milliards de FCFA contre 4 951,7 milliards de FCFA en loi de finances initiale.

3.2.1- RESULTATS BUDGETAIRES

Au terme du premier semestre 2020, le déficit du solde primaire (base ordonnancement) est de 223,7 milliards de FCFA, et celui du solde primaire non pétrolier de 500,2 milliards de FCFA.

En s'établissant à 339,1 milliards de FCFA, le déficit du solde budgétaire s'est réduit de 15,7 milliards de FCFA par rapport au premier semestre 2019.

Tableau 9 : Soldes budgétaires au 30 juin 2020 (en milliards)

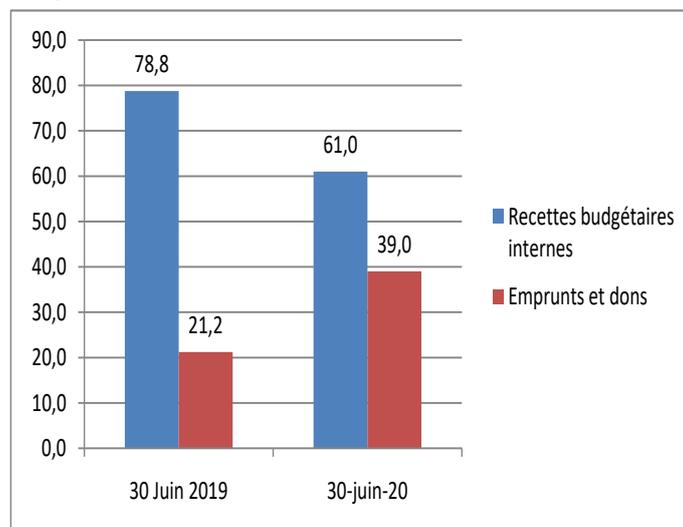
	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2020	Variation
Solde budgétaire	-354,8	-339,1	15,7
Solde primaire	-243,4	-223,7	19,7
Solde primaire non pétrolier	-440,5	-500,2	-59,7

Source : DGB/MINFI

3.2.2- RESSOURCES BUDGETAIRES

A fin juin 2020, les ressources budgétaires s'élèvent à 2479,8 milliards de FCFA contre 2045,3 milliards de FCFA au 30 juin 2019. Elles sont constituées des recettes budgétaires internes et des emprunts et dons. La hausse des ressources budgétaires est attribuable à celle des emprunts, et particulièrement des émissions des titres publics.

Graphique 6 : Structure des recettes budgétaires (en %)



Source : DGB/MINFI

3.2.2.1. Recettes budgétaires internes

Au terme du premier semestre 2020, les recettes budgétaires internes baissent de 6,1% pour se situer à 1512,9 milliards de FCFA. Cette baisse est imputable à la mauvaise mobilisation des recettes pétrolières. En rappel, les recettes budgétaires internes sont constituées des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières.

3.2.2.1.1. Recettes pétrolières

Les recettes pétrolières cumulées se chiffrent à 197,1 milliards de FCFA à fin juin 2020. Elles comprennent 152,8 milliards de FCFA de redevance pétrolière SNH et 44,3 milliards de FCFA d'impôt sur les sociétés pétrolières. En glissement annuel, elles sont en baisse de 79,4 milliards de FCFA, du fait de la réduction de la demande mondiale du pétrole brut (ayant eu pour corollaire la chute des cours), provoquée par la crise sanitaire liée au coronavirus.

3.2.2.1.2. Recettes non pétrolières

Elles sont constituées des recettes fiscales et des recettes non fiscales. Au terme du premier semestre 2020, elles s'élèvent à 1 315,8 milliards de FCFA à fin juin 2020, soit une baisse de 19,2 milliards de FCFA par rapport au premier semestre 2019. Cette évolution résulte d'une diminution des recettes fiscales de 13,3 milliards de FCFA et d'une baisse de 5,9 milliards de FCFA des recettes non fiscales.

3.2.2.1.2.1. Recettes fiscales

Au premier semestre 2020, les recettes fiscales cumulées s'élèvent à 1 247 milliards de FCFA. Le repli de 1,1% de ces recettes par rapport au premier semestre 2019, résulte d'une baisse de 58,8 milliards des recettes douanières, conjuguée à une hausse de 45,5 milliards de FCFA des recettes des impôts et taxes.

❖ Les recettes des impôts et taxes

Au terme du 1^{er} semestre 2020, la direction générale des impôts (DGI) a mobilisé des recettes fiscales non pétrolières de 946,3 milliards de FCFA. Ces recettes sont en hausse de 5,1% comparées aux réalisations de la même période en 2019. Elles représentent 54,8% de l'objectif global de la DGI en 2020 fixé à 1 724,8 milliards de FCFA.

Le niveau satisfaisant de rendement du 1^{er} semestre 2020 est essentiellement dû à la bonne performance enregistrée au 1^{er} trimestre qui a comblé le gap constaté au 2^{ème} trimestre.

S'agissant du 1^{er} trimestre, la DGI a mobilisé 534,8 milliards contre 463,3 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 74,5 milliards de FCFA (+14,4%). Cette performance s'explique notamment par la hausse des versements spontanés et le bon comportement des soldes annuels versés en mars 2020 au titre des activités de 2019.

Au cours du 2^{ème} trimestre, la DGI a mobilisé 411,5 milliards de FCFA contre 437,4 milliards de FCFA en 2019, du fait, essentiellement, de la pandémie du Covid-19. L'impact négatif du Covid-19 est plus significatif sur les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Les secteurs d'activités les plus touchés par la crise sanitaire concernent les industries notamment les industries extractives (-40% de recettes), l'industrie agro-alimentaire (-11%) et les autres industries manufacturières (-3%). Le secteur des services a également été impacté par la pandémie notamment les branches hébergement/restauration (-67% de recettes) et transport/entreposage (-39%).

❖ Les recettes douanières

La DGD a réalisé au premier semestre 2020 un montant de 300,7 milliards de FCFA, soit une baisse de 16,4%. L'on relève une baisse de tous les droits et taxes sauf les droits de sortie qui augmentent de 300 millions de francs CFA.

Cette contreperformance est imputable au faible paiement de la dette de la SONARA et des marketeurs mais aussi à la baisse des importations en valeurs de certains produits pourvoyeurs de recettes à l'instar du riz (-31%), du clinker (-43%), des appareils électriques pour la téléphonie (-67%) et des véhicules automobiles (-28%).

3.2.2.1.2.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont constituées des revenus du domaine de l'État, des recettes de services, des cotisations pour la retraite, du droit de transit pétrolier et des autres recettes non fiscales (dividendes et recettes assimilées, dividendes versées par des entreprises dont l'État est actionnaire).

Les recettes non fiscales cumulées recouvrées à fin juin 2020 se chiffrent à 68,8 milliards de FCFA, soit une baisse de 5,9 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2019

3.2.2.2. Emprunts et dons

Au premier semestre 2020, les emprunts et dons s'élèvent à 967 milliards de FCFA. Ils augmentent de 533,1 milliards de FCFA par rapport au premier semestre 2019, tirés par les émissions des titres publics (+310,1 milliards de FCFA). Les ressources issues des Obligations de Trésor Assimilées (OTA) sont destinées à réaliser les projets d'infrastructures, à la production d'eau potable, à la production et au

transport d'énergie ainsi qu'à la construction de certains axes routiers.

Tableau 10 : Evolution de la structure des recettes budgétaires

Période	1er Sem 2019	2e Sem 2019	1e Sem 2020	variation (%)
Rubrique	a	b	c	c/a
A-Recettes budgétaires internes	1 611,4	1 903,0	1 512,9	-6,1
I-Recettes pétrolières	276,5	308,0	197,1	-28,7
II- Recettes non pétrolières	1334,9	1 595,0	1 315,8	-1,4
i- Recettes Fiscales	1 260,2	1507,6	1 247	-1,1
a- Recettes des impôts et taxes	900,8	1 046,0	946,3	5,1
dont – Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	152,3	150,3	165,4	8,6
Impôt sur les sociétés non pétrolières	208,8	208,1	225,0	7,7
TVA	281,1	283,6	285,7	1,6
Droits d'accises	101,9	101,9	119,5	17,3
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	65,6	65,6	68,5	4,4
Droits d'enregistrement et timbre	53,5	51,2	48,5	-9,2
b- Recettes douanières	359,5	461,6	300,7	-16,4
dont – droit de douane import	152,1	194,1	126,9	-16,6
TVA import	163,4	230,5	134,2	-17,9
ii- Recettes non fiscales	74,7	87,5	68,8	-7,9
B-Emprunts et dons	433,9	762,9	967,0	122,9
- Prêts projets	319,5	445,5	208,8	-34,6
- Dons	59,3	50,3	10,6	-82,1
- Prêts FMI	0,0	183,3	180,9	Non Calculé
- Emission des titres publics	129,0	70,7	439,1	240,4
Total ressources budgétaires	2 045,3	2 665,9	2 479,8	21,2

Source : DGB ; DP/MINFI

3.2.2.3. Charges budgétaires

Les dépenses publiques, base ordonnancement, s'élèvent à 2 335,5 milliards de FCFA au terme du premier semestre 2020, en hausse de 14,6 milliards de FCFA en glissement annuel. Par nature économique, les charges budgétaires sont composées des dépenses courantes hors intérêts, des

dépenses d'investissement et du service de la dette publique.

Au premier semestre 2020, les dépenses courantes hors intérêts ordonnancées sont de 1 160,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 4,7% en glissement annuel. Cette hausse est imputable principalement à celle des transferts et pensions, et soutenue par la pression exercée par les dépenses sanitaires relatives à la pandémie du COVID-19.

Les dépenses courantes hors intérêts sont composées de 511,7 milliards de FCFA dépenses de personnel,

479,8 milliards de FCFA de dépenses de biens et services et de 292,1 milliards de FCFA de transferts et subventions.

Les dépenses d'investissement public s'élèvent à 424,9 milliards de FCFA, soit une baisse de 26,7% par rapport au premier semestre 2019.

Le service effectif de la dette public s'élève à 627 milliards de FCFA, dont 201,6 milliards de FCFA pour la dette extérieure.

III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La conjoncture monétaire et financier a été marquée au premier semestre 2020 par : 1) la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées dans le cadre du programme économique et financier triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en juin 2017 ; 2) la vulgarisation et l'application de la nouvelle réglementation des changes et du nouveau règlement CEMAC, régissant l'activité des établissements de microfinance.

3.1. POLITIQUE MONETAIRE

Dans le cadre du programme triennal conclu avec le FMI et tenant compte des effets économiques de la pandémie du COVID-19, une politique monétaire accommodante a été mise en œuvre par la BEAC au premier semestre 2020. Elle avait pour but de soutenir la stabilité de la monnaie en jouant sur le refinancement et des réserves obligatoires.

Ainsi, au cours du semestre, la BEAC a changé l'orientation de sa politique monétaire par l'assouplissement caractérisé par la baisse des taux directeurs, la suspension des opérations d'absorption de liquidité et l'élargissement de la gamme des instruments financiers privés acceptés en garantie des opérations de politique monétaire.

Dans la période sous-revue, les taux débiteurs ont été révisés à la baisse, pour faire face à la COVID-19. De même, les montants mis en adjudication par la BEAC en faveur des établissements de crédit ont été en hausse. Les offres exprimées par les banques ont été totalement servies à partir de mars, pour faire face aux effets négatifs de la crise sanitaire.

La BEAC entendait ainsi maintenir l'offre de crédits appropriée aux ménages et surtout aux entreprises.

Toutefois, les opérations sur le marché interbancaire ont baissé, en glissement annuel.

Le volume des transactions est passé de 228 milliards à 66 milliards.

3.2. SITUATION MONETAIRE

Au terme du premier semestre (à fin juin) 2020, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 6 873,6 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à fin décembre 2019, et de 12,4% en glissement annuel.

3.2.1. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

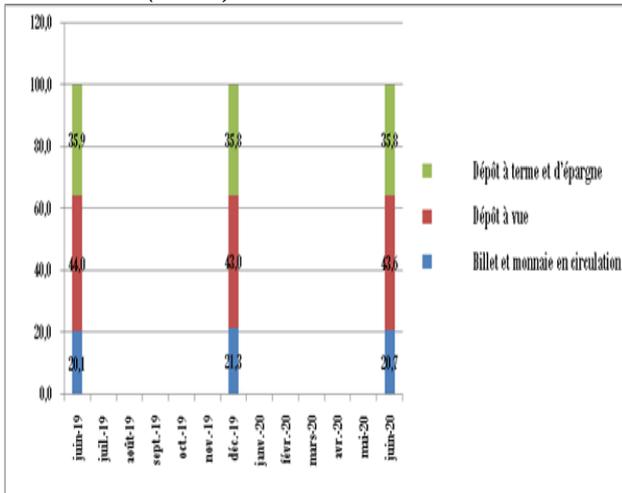
A fin juin 2020 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 11% pour s'établir à 5 732,2 milliards. Par rapport à fin décembre 2019, la masse monétaire augmente de 5,8%.

En glissement annuel, la hausse de la masse monétaire résulte de celle de ses trois composantes : +9,8% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +10,6% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne) et +14,4% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation).

Par rapport au 31 décembre 2019, la progression de la masse monétaire est tirée par la monnaie scripturale (contribution de 3,1 points à la croissance de la masse monétaire) et par la quasi-monnaie (contribution de 2,1 points à la croissance).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté par rapport à fin décembre 2019 pour se situer à 43,6% de la masse monétaire.

Graphique 7 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

3.2.2. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

3.2.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au premier semestre 2020, en s'établissant à 2 337,2 milliards, les avoirs extérieurs nets (AEN) ont progressé de 5,5% en glissement annuel. Cette hausse s'explique par la bonne reconstitution des avoirs extérieurs nets des banques créatrices de monnaie et par l'accroissement des appuis budgétaires. Ils se sont repliés de 1,4% par rapport à fin décembre 2019. Les AEN sont constitués de 36% des avoirs extérieurs nets des banques et de 64% des avoirs extérieurs de la BEAC. Les avoirs extérieurs bruts du Cameroun couvrent 4,95 mois d'importations de biens et services, contre 5,14 moins au 30 juin 2019.

3.2.2.2. Crédit intérieur

Au 30 juin 2020, le crédit intérieur est de 4 536,4 milliards, en hausse de 16,4% en glissement annuel et de 8,8% par rapport à fin décembre 2019. Cette progression est tirée par les créances nettes sur l'Etat.

3.2.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 1 150,1 milliards au 30 juin 2020, les créances nettes progressent de 54,2% par rapport au 31 décembre 2019 et ont plus que doublé en glissement annuel.

La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 842,8 milliards, en hausse aussi bien par rapport à fin décembre 2019 (+17,4%) qu'en glissement annuel (+53,3%). Cette évolution s'explique par la progression des engagements envers le FMI (le crédit FMI est passé de 267,8 milliards à 302,1 milliards) et l'accroissement respective de 124 milliards et 78,4 milliards de la PNG envers les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC.

3.2.2.2.2. Crédits à l'économie

Au 30 juin 2020, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 386,2 milliards. Ils diminuent de 36,6 milliards par rapport à fin décembre 2019 et progressent de 24,7 milliards, en glissement annuel. Cette légère hausse s'explique essentiellement par la diminution des crédits octroyés aux entreprises publiques non financières.

Le crédit au secteur privé non financier en s'établissant à 3 045,2 milliards, baisse aussi bien par rapport au 31 décembre 2019 qu'en glissement annuel. S'agissant de sa maturité, les crédits à court terme représentent 55,1% de

l'encours des crédits, ceux à moyen terme 43,6% et ceux à long terme 1,3%.

Tableau 11 : Situation monétaire consolidée (en milliards de FCFA)

	Jun-19	Déc.-19	Jun-20	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
CONTREPARTIES de la masse monétaire	6 113,6	6 539,3	6 873,6	5,1	12,4
Avoirs Extérieurs Nets	2 214,6	2 370,8	2 337,2	-1,4	5,5
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 701,6	1 653,0	1 494,4	-9,6	-12,2
Avoirs extérieurs nets des BCM	513,1	717,8	842,8	17,4	64,3
Crédit intérieur	3 898,9	4 168,5	4 536,4	8,8	16,4
Créances nettes sur l'Etat	537,5	745,7	1 150,1	54,2	114,0
Position nette du gouvernement	549,7	745,0	1 141,9	53,3	107,7
Crédit à l'économie	3 361,5	3 422,8	3 386,2	-1,1	0,7
Crédit au secteur privé non financier	3 079,1	3 139,2	3 045,2	-3,0	-1,1
Crédit aux entreprises publiques non financières	247,1	230	294,1	27,9	19,0
RESSOURCES	6 113,6	6 539,3	6 873,6	5,1	12,4
Masse monétaire (M2)	5 163,0	5 416,4	5 732,2	5,8	11,0
Billet et monnaie en circulation	1 035,9	1 151,4	1 185,4	3,0	14,4
Dépôt à vue	2 273,0	2 326,6	2 496,6	7,3	9,8
Dépôt à terme et d'épargne	1 854,1	1 938,4	2 050,3	5,8	10,6
Autres postes nets	950,6	1 122,9	1 141,4	1,6	20,1

Source : BEAC

3.3. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

En 2019 et au premier semestre 2020, le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers et 411 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies d'assurance. La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière. Selon la BEAC, le taux de bancarisation au sens large, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de comptes dans les EMF et les établissements financiers, est de 45,1% en 2019 contre 44,6% en 2018.

Au 30 juin 2020, le total de bilan des banques s'équilibre à 6 688,1 milliards, en hausse de 9,2% par rapport à fin juin 2019.

3.3.1. SECTEUR BANCAIRE

Le taux de bancarisation strict de la population active est de 28,4%. Celui de bancarisation large (incluant les autres établissements de crédits) est de 21,69 en 2019 contre 21,44 en 2018. Si l'on retient uniquement la population adulte, le taux de bancarisation strict est de 22,1 tandis que celui de bancarisation large est de 35,83 en 2019.

3.3.1.1. Dépôts de la clientèle

Au terme du premier semestre 2020, les dépôts augmentent de 10% en glissement annuel et se chiffrent à 5 146,8 milliards. La hausse est de 5,7% par rapport à fin décembre 2019.

L'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des particuliers (contribution de 3,3 points à la croissance des dépôts en glissement annuel et de 2 points par rapport à fin décembre 2019) et des entreprises privées (contribution de 2 points à la croissance en glissement annuel et de 2,4 points par rapport au 31 décembre 2019). En glissement annuel, l'administration publique centrale et les administrations privées ont contribué respectivement pour 1,4 point et 1,3 point de pourcentage. Par rapport à fin décembre 2019, les dépôts des entreprises individuelles (qui ont baissé de 15,2%) et des organismes publics (-9,7%) ont ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 30 juin 2020, soit 2 100,2 milliards. Cela représente 40,8% du total des dépôts contre 41,6% à fin juin 2019. Ils sont suivis par les entreprises privées (23,8%), l'administration publique centrale (9,6%), les entreprises publiques (5,1%), les entreprises individuelles (3,8%), les sociétés d'assurance et de capital (3,09%) et les organismes publics (3,06%).

Tableau 12 : Répartition des dépôts par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Juin-19	Déc.-19	Juin-20	Variations (%)		Poids en Juin 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	428,1	461,2	492,0	6,7	14,9	9,6
Administration publique locale	46,9	20,9	31,3	49,8	-33,3	0,6
Organismes publics	167,0	174,4	157,5	9,7	-5,7	3,1
Administrations privées	107,1	129,4	166,3	28,5	55,3	3,2
Entreprises publiques	244,0	218,0	261,1	19,8	7,0	5,1
Entreprises privées	1 133,1	1 111,9	1 226,4	10,3	8,2	23,8
Sociétés d'assurance et de capital	152,5	161,0	159,2	1,1	4,4	3,1
Entreprises individuelles	174,5	233,2	197,7	15,2	13,3	3,8
Particuliers	1 946,9	2 002,9	2 100,2	4,9	7,9	40,8
Divers	278,6	357,2	355,2	0,6	27,5	6,9
Total	4 678,7	4 870,0	5 146,8	5,7	10,0	100

Source: BEAC

Au 30 juin 2020, tous les types de dépôts à terme progressent aussi bien par rapport à fin décembre 2019 qu'en glissement annuel. Les dépôts à vue représentent 79,4% du total des dépôts tandis que les dépôts à terme pèsent 12,8% du total, et les dépôts à régime spécial 7,8%.

Tableau 13 : Dépôts par maturité (en milliards)

Libellés	juin-19	déc-19	juin-20	Variation (%)		Poids en juin 2020
	a	b	c	c/b	c/a	(%)
Dépôts à régime spécial	361,2	375,3	402,4	7,2	11,4	7,8
Dépôts à terme	603,1	652,9	659,2	1,0	9,3	12,8
Dépôts à vue	3 714,3	3 841,9	4 085,2	6,3	10,0	79,4
TOTAL	4 678,7	4 870,0	5 146,8	5,7	10,0	100

Source : BEAC

3.3.1.2. Encours des crédits

Au terme du premier semestre 2020, l'encours des crédits s'élève à 3 682,4 milliards, soit une hausse de 87,3 milliards en glissement annuel et

de 17,8 milliards par rapport à fin décembre 2019.

Par rapport au 30 juin 2019, l'évolution des crédits est essentiellement soutenue par ceux octroyés aux particuliers (+9,1%), à l'administration publique centrale (+21,3%) et aux entreprises publiques (+19%). Cette hausse a été freinée par les crédits distribués aux entreprises privées et aux entreprises publiques.

Par type de clientèle, 60,6% de l'encours de crédits sont destinés aux entreprises privées, 16,6% aux particuliers, 10,4% à l'administration publique centrale et 8% aux entreprises publiques.

Tableau 14 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA)

Libellés	Juin-19	Déc.-19	Juin-20	Variations (%)		Poids en juin 2020
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	315,4	295,7	382,5	29,4	21,3	10,4
Administration publique locale	1,0	1,0	1,3	30,0	30,0	0,0
Organismes publics	0,0	0,2	0,1	-50,0	NC	0,0
Administrations privées	11,9	11,4	11,0	-3,5	-7,6	0,3
Entreprises publiques	247,1	237,2	294,0	23,9	19,0	8,0
Entreprises privées	2 256,2	2 227,3	2 232,3	0,2	-1,1	60,6
Sociétés d'assurance et de capital	5,2	2,5	2,4	-4,0	-53,8	0,1
Entreprises individuelles	160,2	194,0	133,4	-31,2	-16,7	3,6
Particuliers	560,1	620,2	610,8	-1,5	9,1	16,6
Divers	38,1	75,3	14,6	-80,6	-61,7	0,4
Total	3 595,1	3 664,6	3 682,4	0,5	2,4	100

Source: BEAC

Par secteurs d'activités, 20,9% des crédits vont aux « bâtiments et travaux publics », 17,1% à la branche « commerce, restauration et hôtellerie », 16,5% à la branche « transports et activités auxiliaires de transport », 14% à la branche « agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche », 11,8% à la branche « production et distribution d'électricité, gaz et eau », 11% aux

« industries extractives », 5,5% aux « productions des services aux collectivités et personnels ».

Au premier semestre 2020, le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts est de 71,5% contre 76,8% au 30 juin 2019. Le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme est passé de 40,2% au 30 juin 2019 à 38,9% à fin juin 2020.

3.3.2. MARCHÉ BOURSIER

En 2019, le marché financier a été marqué par l'aboutissement de la première phase de la fusion des organes des notamment le jumelage institutionnel et physique des deux régulateurs (CONSUMAF et CMF), des trois dépositaires centraux (BVMAC, CAA, CRCT) et des deux bourses (BVMAC et DSX).

Au début de l'année 2020, seize titres sont inscrits à la cote officielle de la bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale

(BVMAC) dont quatre pour le marché d'actions (SEMC, SAFACAM, SOCAPALM, SIAT Gabon) et 12 pour les obligations.

Au 30 juin 2020, la capitalisation boursière est de 584.2 milliards

Depuis août 2019, les cours des actions cotées à la BVMAC ont connu un bond, suite à la reconfiguration des valeurs de la CEMAC lors du processus de fusion des deux bourses. Les cours de la valeur SEMC ont été multipliés par 8, ceux de SAFACAM par 2 et SOCAPALM, par 1,3. Au premier semestre 2020, l'on enregistre 37 transactions, pour un volume de 1948 et une valeur de 51,1 millions

L'encours du marché obligataire est de 553 milliards, en hausse de 20,2% par rapport à fin décembre 2019. L'on a enregistré 21 transactions sur le marché obligataire, portant sur 418 243 titres d'une valeur de 3,5 milliards au premier semestre 2020.

III.4. COMMERCE EXTERIEUR

Le volume du commerce mondial des marchandises a régressé de 3% en glissement annuel au premier trimestre. Les estimations pour le deuxième trimestre, période au cours de laquelle le virus et les mesures de confinement associées à la pandémie de COVID-19 ont touché une grande partie de la population mondiale, prévoient un recul d'environ 18,5% en glissement annuel. Ces baisses sont d'une ampleur sans précédent.

Au terme du 1^{er} semestre 2020, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, en s'élevant à 2 324,2 milliards, baisse de 21,1% par rapport au 1^{er} semestre 2019 et de 26,6% par rapport au deuxième semestre 2019. Cette évolution résulte de la baisse des exportations conjuguée à celle des importations, et s'explique par l'impact négatif de la COVID-19.

4.1. BALANCE COMMERCIALE : réduction des déficits ce semestre

En s'établissant à 487,4 milliards au premier semestre 2020, le déficit commercial s'améliore de 123,5 milliards en glissement annuel et de 228,8 milliards par rapport au 2^{ème} semestre 2019.

La réduction du déficit commercial résulte d'une baisse plus que proportionnelle des importations (en valeur particulièrement) par rapport à celle des exportations.

La balance commerciale hors pétrole brut enregistre un déficit de 817,4 milliards.

Si le taux de couverture en s'établissant à 65,3%, enregistre une évolution contrastée, en revanche le taux de couverture hors pétrole s'améliore aussi bien par rapport au deuxième semestre 2019 qu'en glissement annuel mais reste en-dessous de 42%.

Tableau 15 : Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de francs)

	1 ^{er} Sem 2019	2 ^{ème} Sem 2019	1 ^{er} Sem 2020	Variations	
	a	b	c	c/a	c/b
Exportations	1 168,3	1 224,4	918,4	-21,4%	-25,0%
dont hors Pétrole brut	674,7	674,7	588,4	-12,8%	-12,8%
Importations	1 779,3	1 940,7	1 405,8	-21,0%	-27,6%
dont hors Pétrole brut	1 779,3	1 720,8	1 405,8	-21,0%	-18,3%
Balance commerciale	-610,9	-716,3	-487,4	123,5	228,8
dont hors Pétrole	-1 104,5	-1 046,0	-817,4	287,1	228,6
Taux de couverture (en %)	65,7	63,1	65,3	1,1	-0,3
dont hors pétrole brut (en %)	37,9	39,2	41,9	1,1	3,9

Source : CCIMA/DGD

4.2. EXPORTATIONS : Fortes exportations de la pâte de cacao dans un contexte morose

Au premier semestre 2020, les exportations en valeur sont de 918,4 milliards. Elles baissent de 21,4% en glissement annuel et de 25% par rapport au deuxième semestre 2019. Cette variation négative s'explique essentiellement par les ventes de pétrole brut (-33,1% en glissement annuel et -34,1% par rapport au deuxième semestre 2019), des carburants et lubrifiants (-86,2% et -82,3%), de caoutchouc brut (-24,5% et -50,1%) et du coton brut (-41,2% et -15,2%).

Hormis, la pâte de cacao, le beurre de cacao et les préparations pour soupe et potage, l'évolution des

quantités des autres produits exportés par le Cameroun a été contrastée, négative dans les deux périodes sous-revues.

Les principaux produits exportés au premier semestre 2020 sont : les huiles brutes de pétrole (35,9% des exportations totales en valeur) ; le gaz naturel liquéfié (14,3%) ; le cacao brut en fèves (11,2%) ; les bois sciés (7,9%) ; le coton brut (4,8%) ; les bois en grumes (4,4%) ; la pâte de cacao (3%) ; l'aluminium brut (2,8%).

Tableau 16 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Libellés	Périodes		1er semestre 2019		2e semestre 2019		1er semestre 2020		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	a		b		c		c/a		c/b			
Bananes (y compris plantains)	94,1	12,4	90,2	11,9	93,6	12,2	-0,6	-1,6	3,8	2,5		
Café	7,8	6,4	10,3	8,1	8,1	6,1	4,7	-5,2	-21,2	-25,5		
<i>dont café Robusta</i>	7,4	5,9	9,8	7,4	7,6	5,4	2,9	-9,0	-21,9	-27,2		
Cacao brut en fèves	89,3	108,0	128,7	180,9	73,0	102,8	-18,3	-4,8	-43,3	-43,2		
Pâte de cacao	14,3	22,7	13,3	21,5	15,1	27,5	5,6	21,1	13,7	28,2		
Beurre de cacao	10,0	16,5	9,6	17,7	10,4	19,8	3,7	20,2	8,3	11,8		
Préparations pour soupes et potages	2,2	3,3	2,8	4,0	2,8	3,9	26,7	16,9	1,7	-1,5		
Boissons gazeuses	4,4	2,1	4,7	2,3	2,6	1,2	-41,0	-42,6	-45,6	-49,1		
Ciments	22,1	1,0	2,3	0,6	2,1	0,2	-90,6	-79,4	-10,5	-65,4		
Huiles brutes de pétrole	1 862,1	493,6	1 949,0	505,9	1 854,4	330,0	-0,4	-33,1	-4,9	-34,8		
Carburants et lubrifiants	42,4	18,2	32,7	14,1	6,2	2,5	-85,4	-86,2	-81,1	-82,3		
Gaz naturel liquéfié	599,5	129,4	625,1	135,1	621,4	131,6	3,7	1,7	-0,6	-2,6		
Savons de ménage en morceaux	24,4	12,7	31,1	15,2	28,8	14,4	18,3	13,8	-7,5	-5,4		
Caoutchouc brut	13,9	9,4	20,2	14,2	10,2	7,1	-26,7	-24,5	-49,6	-50,1		
Bois et ouvrages en bois	804,8	145,1	707,5	134,9	714,7	123,9	-11,2	-14,6	1,0	-8,2		
Bois brut (grumes)	489,0	48,9	388,9	36,9	438,0	40,7	-10,4	-16,8	12,6	10,3		
Bois sciés	384,1	81,9	401,0	85,7	348,0	72,4	-9,4	-11,6	-13,2	-15,6		
Feuilles de placage en bois	25,4	12,8	25,2	10,7	20,6	9,8	-19,0	-23,4	-18,3	-8,7		
Bois contre-plaqués, bois plaqués	2,5	0,8	3,3	1,0	1,3	0,5	-47,3	-35,0	-59,2	-49,0		
Coton brut	74,9	75,6	53,2	52,5	47,1	44,5	-37,1	-41,2	-11,5	-15,2		
Bonbonnes, bouteilles et flacons	4,3	1,7	5,1	2,1	3,7	1,5	-14,8	-10,9	-27,7	-30,1		
Barres en fer ou en aciers non alliés	13,6	5,7	14,9	6,3	14,8	6,3	9,0	10,5	-0,6	-0,1		
Aluminium brut	25,9	29,9	22,9	26,6	22,9	25,8	-11,7	-13,7	-0,1	-2,9		
Tôles en aluminium	1,3	1,8	2,1	2,8	1,2	1,5	-3,4	-16,3	-42,1	-46,2		
Exportations hors pétrole		674,7		723,6		588,4		-12,8		-18,7		
Total Exportations		1 168,3		1 224,4		918,4		-21,4		-25,0		

*Q en million de m³ pour les bois et ouvrages en bois

Sources : CCIMA/DGD

La Chine, l'Italie, les Pays-Bas, l'Inde, l'Espagne, la France, la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique,

et le Bangladesh ont été les principaux clients du Cameroun en 2019.

Tableau 17 : Valeur des produits exportés en 2019 vers les principaux clients et leur poids dans les exportations totales du produit

Pays	Produits exportés	Valeur	Poids (en %) dans les exportations
Chine	Huiles brutes de pétrole	249,6	25,0
	Gaz naturel liquéfié	104	39,7
	Bois bruts	39,9	46,5
	Bois sciés	22,7	13,5
	Total des exportations vers la Chine	440,0	18,4
Pays-Bas	Cacao brut en fèves	195,8	67,8
	Huiles brutes de pétrole	93,9	9,3
	Total des exportations vers les Pays-bas	307,6	12,8
Italie	Huiles brutes de pétrole	208,5	20,9
	Aluminium brut	48,1	84,8
	Feuilles de placage en bois	13,0	55,1
	Bois sciés	14,5	8,6
	Total des exportations vers l'Italie	292	12,2
Inde	Huiles brutes de pétrole	149,3	14,9
	Gaz naturel liquéfié	97,0	37,0
	Coton brut	14,3	11,0
	Total des exportations vers l'Inde	263,6	11,0
Espagne	Huiles brutes de pétrole	136,0	13,6
	Gaz naturel liquéfié	13,3	5,1
	Bois sciés	8,0	4,8
	Total des exportations vers l'Espagne	168,4	7,0
France	Beurre de cacao	31,9	93,2
	Bois sciés	9,5	5,7
	Total des exportations vers la France	74,0	6,1
Etats-Unis d'Amérique	Huiles brutes de pétrole	101,3	10,1
	Pâte de cacao	17,2	39,0
	Bois sciés	10,2	6,1
	Total des exportations vers les USA	140,2	5,8
Bangladesh	Coton brut	67,0	51,5
	Total des exportations vers le Bangladesh	72,2	2,9
Belgique	Bois sciés	38,4	22,9
	Banane	16,1	66,0
	Total des exportations vers la Belgique	64,2	2,7

Source : MINFI

4.3. IMPORTATIONS : Le poids des poissons de mer congelés dans les importations dépasse celui du matériel de transport

Au premier semestre 2020, les importations s'établissent à 1 405,8 milliards, en baisse de 26,6% par rapport au deuxième semestre 2019 et de 21% en glissement annuel. Cette évolution est imputable aux achats des produits minéraux (qui baissent de 60,1% en glissement annuel et de 45,2% par rapport au deuxième semestre 2019), des produits du règne

végétal en particulier des céréales, et des machines et appareils mécaniques ou électriques.

Les importations des produits minéraux et particulièrement des clinkers, des carburants et lubrifiants ont baissé aussi bien en valeur qu'en volume.

Toutefois, il est à relever l'augmentation, aussi bien en volume qu'en valeur, des importations des poissons de mer congelés dans les périodes sous-revues.

Les principaux produits importés au premier semestre 2020 sont les suivants : les produits minéraux (18,7% de l'ensemble des importations en valeur dont 16,0% pour les hydrocarbures) ; les

produits des industries chimiques (14,4%) ; les produits du règne végétal (12,2% dont 10,3% pour les céréales et 5,0% pour le riz) ; les machines et appareils mécaniques ou électriques (10,8% dont 6,7% pour les machines et appareils mécaniques) ; les animaux et produits du règne animal (7,3% dont 5,5% pour les poissons de mer congelés) ; les produits alimentaires industriels (6,4%) et le matériel de transport (5,4%).

Tableau 18 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	1er semestre 019		2e semestre 019		1er semestre 2020		Variation (en %)			
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Libellés	a		b		c		c/a		c/b	
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	100,2	83,8	104,1	84,2	130,2	103,1	30,0	23,1	25,1	22,5
Poissons de mer congelés	89,6	65,0	96,2	67,8	115,4	77,5	28,8	19,3	20,0	14,3
<i>Produits du règne végétal</i>	860,3	198,4	1 065,3	237,0	779,1	170,4	-9,4	-14,1	-26,9	-28,1
Céréales	787,0	170,3	990,0	208,8	706,9	145,4	-10,2	-14,6	-28,6	-30,4
Froment (blé) et méteil	383,6	67,7	474,4	75,2	443,5	74,1	15,6	9,5	-6,5	-1,5
Riz	401,3	102,0	493,1	129,8	257,2	70,1	-35,9	-31,3	-47,8	-46,0
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	23,2	12,0	48,6	21,6	25,7	12,6	10,7	4,5	-47,2	-41,8
<i>Produits alimentaires industriels</i>	123,6	70,9	186,4	99,5	151	89,6	22,0	26,3	-19,1	-10,0
Sucres raffinés de canne ou de betterave	9,4	2,4	62,3	16,7	23,3	6,0	147,8	146,1	-62,6	-63,9
Boissons; liquides alcooliques	23,9	15,9	31,5	24,0	26,5	19,7	11,2	23,6	-15,7	-18,0
<i>Produits minéraux</i>	3 070,0	660,3	2 509,1	480,4	1 564,9	263,4	-49,0	-60,1	-37,6	-45,2
Clinkers	1 245,4	52,9	1 310,9	54,2	856,6	30,2	-31,2	-42,9	-34,7	-44,3
Hydrocarbures	1 627,2	598,9	973,0	413,6	554,3	225,2	-65,9	-62,4	-43,0	-45,6
Huiles brutes de pétrole	719,5	219,9	0,0	0,0	0,0	0,0	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	812,1	347,1	858,6	377,5	475,2	202,0	-41,5	-41,8	-44,7	-46,5
Butanes liquéfiés	35,9	12,6	62,0	21,0	34,9	12,8	-2,9	1,8	-43,7	-39,0
<i>Produits des industries chimiques</i>	344,2	213,4	210,8	176,6	285,6	202,3	-17,0	-5,2	35,5	14,5
Produits chimiques inorganiques	141,8	37,7	92,4	27,2	85,0	20,9	-40,1	-44,6	-8,1	-23,5
Oxyde d'aluminium	103,3	24,9	50,7	11,2	49,2	10,1	-52,4	-59,3	-3,0	-9,3
Produits pharmaceutiques	9,2	63,7	9,7	64,9	10,8	72,4	17,6	13,6	11,5	11,5
Engrais	142,7	29,1	60,7	12,0	133,5	24,4	-6,4	-16,1	120,2	103,6
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	69,5	73,0	85,1	86,8	80,7	73,5	16,1	0,7	-5,1	-15,3
Pâte de bois; papiers et ses applications	56,3	53,5	70,0	65,1	65,8	54,2	16,9	1,2	-6,0	-16,8
Papiers et cartons	8,9	14,2	10,4	15,2	9,7	14,8	9,2	4,0	-6,4	-2,9
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	56,9	49,1	65,0	52,7	58,5	44,2	2,9	-10,0	-10,0	-16,1
Friperie	34,2	18,7	39,0	20,8	37,3	20,2	9,0	8,0	-4,4	-2,7
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	159,5	134,9	121,1	115,3	176,9	119,1	10,9	-11,7	46,0	3,3
Ouvrages en fonte, fer et acier	42,6	55,3	29,7	50,8	22,2	25,5	-47,8	-53,9	-25,2	-49,8
<i>Machines et appareils mécaniques ou électriques</i>	55,8	203,4	70,6	297,8	53,7	152,2	-3,8	-25,2	-23,9	-48,9
Machines et appareils mécaniques	32,2	112,3	43,1	176,3	31,4	94,3	-2,5	-16,0	-27,1	-46,5
Machines et appareils électriques	23,6	91,0	27,5	121,5	22,3	57,9	-5,6	-36,4	-18,8	-52,4
<i>Matériel de transport</i>	56,8	110,6	58,3	109,4	48,1	76,5	-15,4	-30,8	-17,5	-30,1
Véhicules automobiles; tracteurs	52,1	101,1	53,2	96,6	45,9	72,6	-11,8	-28,1	-13,6	-24,8
Importations hors pétrole		1 779,3		1 916,2		1 405,8		-21,0		-26,6
Total importations		1 779,3		1 916,2		1 405,8		-21,0		-26,6

Sources : CCIMA/DGD

4. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

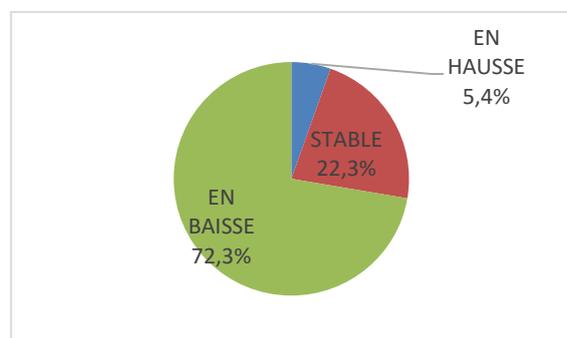
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats ici présentés sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA sur la période d'août à septembre 2020 auprès de 261 entreprises de droit camerounais.

Avec un solde d'opinions de 63,4%, les chefs d'entreprises qui ont accepté de répondre, estiment que le chiffre d'affaires a baissé au premier semestre de 2020. Avec un solde d'opinion de 58,7%, les répondants expliquent cette situation par la diminution du niveau des commandes sur la période.

Seuls 11,1% de dirigeants d'entreprises interrogés exportent, dont 34,5% vers l'Europe, 30,2% l'Afrique Francophone et 20,8% vers l'Asie.

Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au premier semestre de 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2020

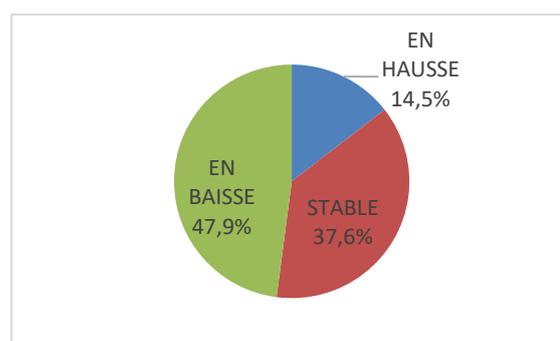
Avec un solde d'opinions de 33,4%, les dirigeants d'entreprises jugent que la production a baissé au premier semestre 2020. Ils lient cette évolution à la hausse des coûts de l'énergie (solde de 33,5%), au renchérissement des opérations d'acquisition des principales matières premières autant sur le marché extérieur (avec un solde d'opinion de 27,4%) que sur le marché local (avec un solde de 11,8%).

Aussi, les conditions d'approvisionnement jugées difficiles avec un solde d'opinions de 50,2%

auraient également influencées le bas niveau de production observé sur la période sous revue.

Pour les dirigeants interrogés, le niveau des stocks a baissé, avec un solde d'opinion de 22,4% sur la même période.

Graphique 9 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au premier semestre 2020



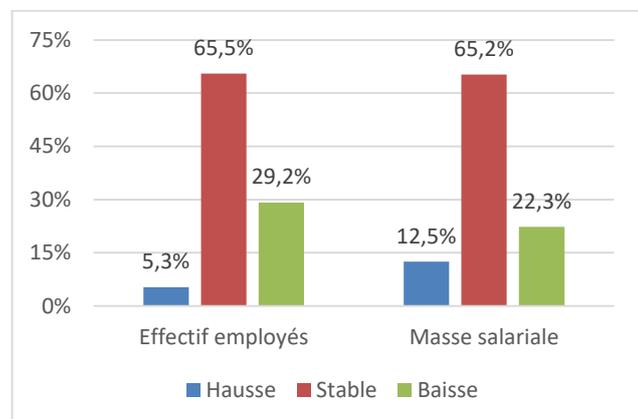
Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2020

Pour faire face à une augmentation d'activité, les chefs d'entreprises pensent qu'il faut améliorer la productivité (pour 52,8% des répondants) et recruter le personnel (22,5% des répondants) contre seulement 10,5% qui comptent recourir à la sous-traitance.

Au premier semestre 2020, les prix ont été stables pour 55,2% des répondants.

Les embauches ont décéléré au premier semestre de 2020. En effet, avec un solde d'opinions de 23,9%, les responsables d'entreprises déclarent que les effectifs employés ont baissé.

Graphique 10 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs employés et de la masse salariale au premier semestre 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture SI_2020

La masse salariale a globalement diminué avec un solde d'opinion de 9,7%. Toutefois, pour 65,2% des répondants, la masse salariale est restée stable au premier semestre 2020.

Seuls 16,9% des chefs d'entreprises déclarent éprouver des difficultés à recruter, notamment celui des cadres (selon 62,8% des répondants).

Pour les entreprises importatrices interrogées, les conditions d'importation ont été mauvaises au premier semestre 2020 avec un solde d'opinion de 30,3%.

Perspectives d'activité et d'emploi pour le deuxième semestre 2020

Avec un solde d'opinions de 33,4%, les dirigeants d'entreprises jugent que la production a baissé au premier semestre 2020. Ils lient cette évolution à la hausse des coûts de l'énergie (solde de 33,5%), au renchérissement des opérations d'acquisition des principales matières premières autant sur le marché extérieur (avec un solde d'opinion de 27,4%) que sur le marché local (avec un solde de 11,8%).

Aussi, les conditions d'approvisionnement jugées difficiles avec un solde d'opinions de 50,2% auraient également influencées le bas niveau de production observé sur la période sous revue.

Pour les dirigeants interrogés, le niveau des stocks a baissé, avec un solde d'opinion de 22,4% sur la même période.

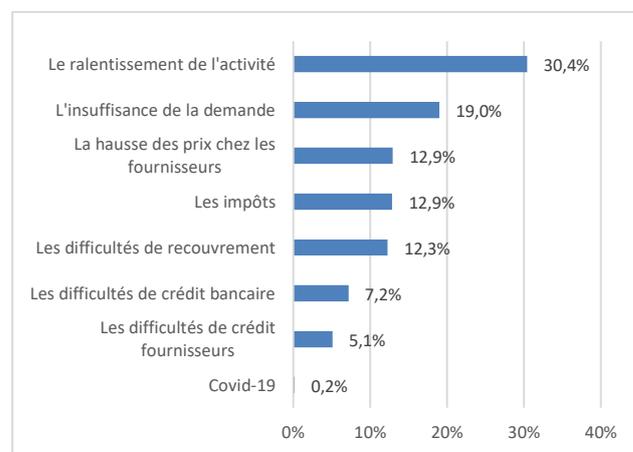
Une situation financière mauvaise ...

La trésorerie des entreprises a été mauvaise au premier semestre 2020, avec un solde d'opinion de 41,1%.

... du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Tel que mis en exergue dans le graphique 11, les tensions de trésorerie s'expliqueraient par le ralentissement de l'activité (pour 30,4% des répondants), l'insuffisance de la demande (pour 19% des répondants), la hausse des prix chez les fournisseurs, les impôts et les difficultés de recouvrement (pour respectivement 12,9%, 12,9% et 12,3% des répondants).

Graphique 11 : Charges ayant affecté la trésorerie au premier semestre de 2020



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture SI_2020

Niveau d'investissement timide

38,7% des entreprises sondées n'ont pas investi au premier semestre 2020. Parmi celles qui ont investi, si 25% déclarent que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 24% estiment par contre que ces dépenses ont diminué.

Aussi, chez celles qui ont consenti à investir, les motifs sont notamment : l'accroissement des capacités de production (34%), le remplacement

des équipements (32,8%) et la diversification de leurs activités (32,7%).

Notons que plus de la moitié (56,4%) des chefs d'entreprises qui ont investi disent l'avoir fait sur fonds propres. Seuls 29,9% disent avoir eu recours au crédit bancaire

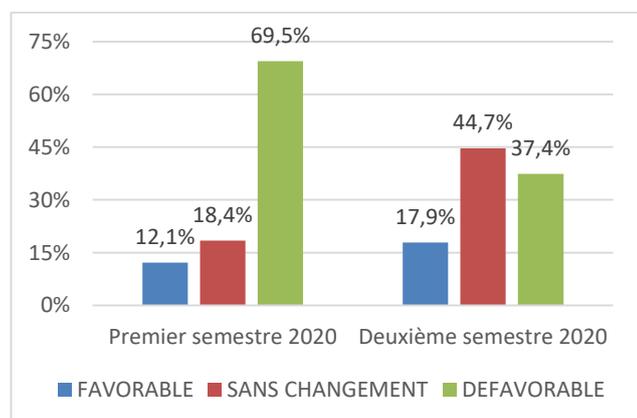
... du fait des difficultés de financement

Plusieurs freins ont entravé les investissements au premier semestre 2020. Au nombre de ceux-ci, on peut citer les difficultés de financement (pour 63,9% des répondants) et le peu de visibilité sur l'avenir (19,2%).

Perspectives d'évolution du climat des affaires au deuxième semestre 2020

Avec un solde d'opinions de 57,4%, les chefs d'entreprises interviewés ont affirmé que le climat des affaires leur a été défavorable au premier semestre 2020. Au deuxième semestre de 2020, la tendance devrait rester la même.

Graphique 12 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au premier semestre 2020 et deuxième semestre 2020 (perspectives)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2020

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Conjoncture morose

D'un point de vue sectoriel, les entreprises du secteur commercial estiment que leurs conditions d'approvisionnement ont été difficiles au premier

semestre 2020, avec un solde d'opinion de 49,3%. Les coûts des matières premières approvisionnées tant sur le marché extérieur (avec un solde d'opinions de 49,2%) que sur le marché local (avec un solde d'opinion de 41,6%), les coûts de l'énergie (avec un solde d'opinion de 35,6%) et l'augmentation des charges salariales (avec un solde d'opinion de 11,9%), en seraient principalement la cause.

Notons qu'ils représentent 49,7%, ceux des commerçants qui importent, lesquels jugent dans leur globalité (un solde d'opinion de 51%) que les conditions d'importation sont mauvaises.

Les conséquences de cette situation seraient la diminution de la production des entreprises de cette branche d'activités au premier semestre de 2020, avec un solde d'opinion de 28,2%. Les niveaux des stocks ont baissé, avec un solde d'opinions de 14,8%.

Pour améliorer leur production, les responsables d'entreprises du secteur du commerce pensent à 64,7% à l'amélioration de leur productivité, contre 24,1% qui estiment qu'il faut recruter et environ 11,2% qui songent à recourir à la sous-traitance.

Bien que, selon les répondants, les prix de vente aient globalement augmenté au premier semestre 2020 (avec un solde d'opinion de 10,3%), le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd 83,9 points par rapport au deuxième semestre 2019 et se situe à 74% pour la baisse, sur la même période. Les commerçants imputent cette baisse aux carnets des commandes moins garnis (avec solde d'opinion de 55,3%).

Au vu de cette conjoncture morose, 24,5% des chefs d'entreprises déclarent avoir licencié le personnel. 75% par contre ont maintenu leurs effectifs salariés stables. La masse salariale quant à elle est restée stable pour 80,5% des répondants.

Concernant les embauches, seuls 11,7% des chefs d'entreprises du secteur commercial déclarent éprouver des difficultés de recrutement, de non-cadres notamment (pour 69,5% des répondants).

Perspectives d'activités pour le deuxième semestre 2020 en nette amélioration

Pour le deuxième semestre de l'année 2020, les dirigeants d'entreprises commerciales anticipent une situation nettement meilleure que celle du premier semestre 2020. En effet, le solde d'opinion sur l'évolution probable du niveau de la production gagnera 5,4 points par rapport au premier semestre 2020 et s'établira à 23,6% pour la baisse.

Les dirigeants d'entreprises espèrent de meilleures conditions d'approvisionnement au deuxième semestre 2020, au regard de l'évolution du solde d'opinion sur l'évolution des conditions d'approvisionnement, qui gagnerait 24,3 points par rapport au premier semestre 2020 pour se fixer à -25%.

Dans le même sillage les commerçants estiment que, le solde d'opinions sur la baisse du niveau de commandes gagnera 48,6 points par rapport au premier semestre 2020 pour s'établir à 6,7% au deuxième semestre 2020.

Portés par cet optimisme, les responsables des entreprises du secteur commerce pensent que les embauches seraient dynamiques (avec un regain de 22,2 points sur le solde d'opinions, le fixant à 1,8% pour la baisse) au second semestre 2020.

Une situation financière sévère ...

Sur le plan financier, il ressort de l'enquête que 63,4% des commerçants rencontrés éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 40,8%, la situation financière des entreprises du secteur du commerce a été mauvaise au premier semestre 2020.

... du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Selon les sondés, les tensions de trésorerie proviennent du ralentissement de l'activité (pour 29,6% des répondants), de l'insuffisance de la demande (pour 23,3% des répondants), de la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 12,8% des répondants), et le prélèvement les impôts (pour 12,5% des répondants).

Les acteurs du secteur commerce ont investi ...

Selon 62,1% des responsables, les entreprises du secteur commerce ont investi au premier semestre 2020. Cet investissement a été possible par autofinancement (pour 63,2% des répondants) et par crédit bancaire (pour 30,9% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître les capacités de production (pour 38,5% de répondants), pour palier à l'obsolescence des équipements (pour 33,2% des répondants) et pour diversifier les activités (pour 28,2% des répondants).

...malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont entravé l'investissement dans le secteur commerce au premier semestre 2020. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 50,7% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 25,9% des répondants).

Climat des affaires morose

Les chefs d'entreprises du secteur commerce déclarent avec un solde d'opinions de 79% que le climat des affaires leur a été défavorable au premier semestre 2020. Ils anticipent une situation toujours défavorable au deuxième semestre 2020 (solde d'opinions de 26,4%).

Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020

	Bilan 1 ^{er} Semestre 2020			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2020		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon	stable	Mauvais	Bon	stable	Mauvais
Conditions d'approvisionnement	2,2	46,2	51,6	8,3	58,3	33,4
Production	17,3	37,2	45,5	8,8	58,8	32,4
Stocks	37,9	39,1	23,0	22,5	59,6	17,9
Prix de vente	31,3	47,6	21,1	21,0	65,6	13,4
Chiffre d'affaires	3,2	19,7	77,1	16,6	39,3	44,0
Bénéfices	2,2	27,4	70,4	9,6	45,8	44,6
Commandes	14,9	14,9	70,2	27,5	38,4	34,2
Emploi	,5	75,0	24,5	11,3	75,6	13,1
Masse salariale	17,0	80,5	2,5	11,4	74,2	14,4
Délais de paiement	8,9	36,4	54,8	9,6	62,1	28,4
Délais de règlement	19,8	54,9	25,2	10,5	70,6	18,9

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2020

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Activité

Contrairement à la hausse prédite au second semestre 2019, les entreprises industrielles sondées au premier semestre 2020 déclarent avoir constaté une baisse de leur production, avec un solde d'opinion de 45%. Cette situation s'expliquerait d'une part par des conditions d'approvisionnement difficiles (avec un solde d'opinion de 61,4%) et d'autre part par la hausse des coûts de l'énergie (solde d'opinion de 44,4%), des principales matières premières approvisionnées tant sur le marché extérieur (solde d'opinion de 23,5%) que local (solde d'opinion de 6,8%) et les charges salariales (solde d'opinion de 10,5%).

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises industrielles estiment à 59,6% qu'il faut améliorer leur productivité, tandis que 36,9% envisagent de recruter contre 3,5% qui pensent recourir à la sous-traitance.

Le niveau de stocks aurait globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 34% sur la période sous revue.

Avec un solde d'opinion de 64,9%, le chiffre d'affaires au premier semestre 2020 aurait baissé, en lien avec le niveau des commandes inférieur à la normale (solde d'opinion de 17,1% pour la baisse) et le prix de vente à la baisse (solde d'opinion 18,6%) sur la même période.

Entraînés par cette dynamique, les effectifs employés ont globalement baissé avec un solde d'opinion de 25,6%. Seuls 23% des répondants du secteur industriel déclarent éprouver des difficultés de recrutement et en particulier pour les cadres (selon 87,8% des répondants).

66,5% des industriels interrogés sont des importateurs et pour 81,3% de ceux-ci, les conditions d'importation auraient été moyennes au premier semestre 2020.

Perspectives d'activités pour le deuxième semestre 2020 relativement similaires

Plusieurs dirigeants du secteur industriel ne pensent pas que leur activité connaîtra une amélioration au deuxième semestre 2020. Avec un solde d'opinion de 25,9%, ils anticipent une nouvelle baisse de la production sur la période, les conditions d'approvisionnement étant jugées difficiles (avec un solde d'opinions de 25,9%)

Les industriels anticipent également une baisse des prix de vente avec un solde d'opinion de 9,3%, laquelle n'aura aucun impact sur l'évolution du chiffre d'affaires dont le solde d'opinion devrait gagner 69,5 points par rapport à celui du premier semestre 2020, pour se situer à 4,6% pour la hausse. La hausse projetée du chiffre d'affaires serait en lien, avec l'augmentation des carnets de commandes.

Les chefs d'entreprises industrielles ont de meilleures perspectives d'embauche au deuxième semestre 2020. En effet, le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs employés gagnerait 47 points par rapport au premier semestre 2020 pour se situer à 21,4%.

Une situation financière mauvaise...

65% des chefs d'entreprises industrielles éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinions de 45,7%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre 2020.

... du fait du ralentissement de l'activité

La mauvaise conjoncture s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (27,6% des répondants), par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 17,1% des répondants), par les difficultés de recouvrement (pour 16,4% des répondants), par le coût élevé des impôts (15,8% des répondants) et par l'insuffisance de la demande (pour 10,5% des répondants).

58,5% des entreprises industrielles ont investi au premier semestre 2020...

Au premier semestre 2020, 58,5% des chefs d'entreprises industrielles ont investi. Si 80% des répondants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement sont restées inchangées, 16,9% par contre déclarent que celles-ci ont augmenté.

Pour investir, les responsables d'entreprises industrielles recourent à leurs propres moyens (pour 43,7% des répondants), au crédit bancaire (pour 30,9%), aux crédits bail (pour 14,8%) et aux tontines (pour 10,7% des répondants).

Ils investissent généralement pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (pour 38,8% des répondants), pour accroître leurs capacités de

production (pour 37,2%) et pour diversifier leurs activités (pour 23,9% des répondants).

... malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises du secteur industriel. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 85,5% des répondants), du peu de visibilité sur l'avenir (pour 6,9% des répondants) et du manque d'opportunités (pour 6,3% des répondants).

Perspectives du climat des affaires

Les chefs d'entreprises industrielles déclarent avec un solde d'opinions de 61% que le climat des affaires leur a été défavorable au premier semestre 2020. Bien que dans l'ensemble, les chefs d'entreprises industrielles n'espèrent pas un climat plus favorable au déroulement de leurs affaires au second semestre, ils sont cependant plus nombreux à être optimistes, comme peut en témoigner la baisse du solde d'opinion à 3,4%.

Tableau 20 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020

	Bilan 1 ^{er} Semestre 2020			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2020		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon	stable	Mauvais	Bon	stable	Mauvais
Conditions d'approvisionnement	,6	37,5	62,0	13,6	46,9	39,5
Production	15,7	23,7	60,6	6,6	61,0	32,4
Stocks	57,2	19,5	23,2	40,1	51,9	8,0
Prix de vente	9,9	61,7	28,4	3,3	84,2	12,6
Chiffre d'affaires	8,9	17,2	73,9	25,7	53,2	21,1
Bénéfices	13,2	18,1	68,7	23,3	54,3	22,4
Commandes	28,7	25,6	45,7	23,1	60,0	16,9
Emploi	15,2	43,9	40,9	25,3	70,8	3,9
Masse salariale	23,5	39,8	36,7	2,2	70,0	27,9
Délais de paiement		35,6	64,4	,3	54,3	45,4
Délais de règlement	12,9	71,6	15,5	13,8	84,1	2,1

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture SI_2020

IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

Relâchement de l'activité

Bien que les chefs d'entreprises des services affirment que les coûts des matières premières approvisionnées tant sur le marché local (avec un solde d'opinion de 39,6%) que sur le marché extérieur (avec un solde d'opinion de 17,1%), de énergie (avec un solde d'opinion de 0,3%), des salaires (avec un solde d'opinion de 18,7%), ont baissé. Les conditions d'approvisionnement restent difficiles, avec un solde d'opinion de 33,7%.

L'une des conséquences est que, au premier semestre 2020, la production s'est dégradée avec un solde d'opinions de 15,5%. De même, le niveau des stocks quant à lui a globalement baissé avec un solde d'opinions de 9,1%.

Pour améliorer la production, plus de la moitié (54,7%) des responsables d'entreprises du secteur des services pensent qu'il faudrait recruter, contre 24,4% qui songent recourir à la sous-traitance et environ 20,9% qui estiment qu'il faut améliorer la productivité.

Le solde d'opinions sur l'évolution du chiffre d'affaires continue de perdre des points (11,6 points par rapport au deuxième semestre 2019) et se situe à 53,7% pour la baisse au premier semestre 2020. Cette tendance à la baisse du chiffre d'affaires des entreprises des services s'expliquerait par la baisse du niveau des commandes (avec un solde d'opinions de 38,3%) d'une part et par la baisse des prix de vente (avec un solde d'opinions de 20,7%) d'autre part.

Suite à cette dynamique, les embauches dans les services ont baissé avec un solde d'opinions de 19,3%. Par contre, 75,5% des répondants du secteur affirment avoir maintenu leurs effectifs employés stables. Seuls 17% des dirigeants du

secteur des services déclarent éprouver des difficultés de recrutement, des cadres surtout (71,2%).

Perspectives d'activités pour le premier semestre de 2020 en nette amélioration

Les dirigeants du secteur des services prédisent une situation en nette amélioration au deuxième semestre 2020. Ils anticipent un regain de 35,1 points au solde d'opinion du chiffre d'affaires (par rapport à celui du premier semestre 2020) le fixant à 18,6% au deuxième semestre 2020.

Malgré le fait que, selon eux, le solde d'opinion sur l'évolution du niveau de production perdra davantage des points (46 points) par rapport au premier semestre 2020 et s'établira à 61,5% pour la baisse. Les chefs d'entreprises des services jugent les conditions d'approvisionnement toujours mauvaises au second semestre 2020 avec un solde d'opinions de 24,7%.

Avec un solde d'opinion de 34,7%, les commandes devraient continuer à baisser dans l'ensemble au cours du deuxième semestre 2020.

Malgré cette conjoncture morose, les répondants du secteur des services envisagent de recruter davantage au second semestre 2020 (avec un solde d'opinion de 8,9%).

Une situation financière mauvaise ...

57,7% des entreprises de services rencontrées éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 34%, la situation financière serait mauvaise au deuxième semestre 2020.

... du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 37,1% des répondants), par l'insuffisance de la demande (pour 21,2% des répondants), par

les difficultés de recouvrement (pour 13,5% des répondants), et par difficultés de crédit bancaire (pour 10,4% des répondants).

Malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont entravé l'investissement dans le secteur des services sur la période sous-revue. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 56,6% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 20,5% des répondants).

... les acteurs du secteur des services ont investi

64,1% des entreprises des services ont investi au premier semestre 2020. Avec un solde d'opinion de 2,6%, les dépenses d'investissement ont augmenté au premier semestre 2020. Pour investir, les répondants le font pour la plupart par autofinancement (pour 61,4% des répondants) et par crédit bancaire (pour 27% des répondants). Les investissements servent à diversifier les activités (pour 56,8% de répondants), à palier à l'obsolescence des équipements (pour 24,8% des répondants) et à accroître les capacités de production (pour 18,4% des répondants).

Climat des affaires défavorable

Les chefs d'entreprises des services déclarent avec un solde d'opinions de 7,4% que le climat des affaires leur a été défavorable au premier semestre 2020, et restent pessimistes pour l'avenir (solde d'opinions de 27,2% sur l'évolution probable du climat des affaires au second semestre de 2020).

Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités au premier semestre 2020

	Bilan 1 ^{er} Semestre 2020			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2020		
	(en %)			(en %)		
Opinions sur	Bon	stable	Mauvais	Bon	stable	Mauvais
Conditions d'approvisionnement	2,1	62,1	35,8	4,6	66,1	29,3

Production	8,7	67,1	24,2	7,3	24,0	68,8
Stocks	28,7	64,0	7,3	43,2	49,1	7,6
Prix de vente	7,2	64,8	27,9	18,1	46,6	35,3
Chiffre d'affaires	5,2	36,0	58,9	31,6	55,4	13,0
Bénéfices	10,3	40,6	49,1	18,9	45,3	35,8
Commandes	9,7	42,3	48,0	8,6	48,1	43,3
Emploi	2,6	75,5	21,9	14,0	80,9	5,1
Masse salariale	29,9	67,9	2,2	12,9	83,7	3,3
Délais de paiement	3,1	37,7	59,2	14,0	37,5	48,5
Délais de règlement	22,3	57,3	20,3	21,1	59,3	19,6

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2020

IV.5. ACTIVITES DANS L'ARTISANAT

Activité atone

Les artisans déclarent que leur production a baissé au premier semestre 2020 avec un solde d'opinion de 34,7%. Pour accroître le niveau de production, 70% des répondants estiment qu'il faut améliorer la productivité contre 20,4% qui pensent qu'il leur faudra recruter.

Par ailleurs, le niveau des stocks des unités de production artisanale aurait globalement baissé, avec un solde d'opinion de 16,1%, dans un contexte où les conditions d'approvisionnement ont été difficiles (avec un solde d'opinion de 48,1%) sur la période sous-revue.

Pour les artisans, les coûts de l'énergie et des matières premières approvisionnées sur le marché extérieur auraient été en hausse au premier semestre de 2020, avec un solde d'opinion respectif de 58,4% et 46,3%. Cependant, les charges salariales et les prix des matières premières approvisionnées sur le marché local ont eu tendance à augmenter, avec un solde respectif de 23,9% et de 14,1%.

Ce fléchissement de l'activité se serait répercuté sur le niveau d'embauches. En effet, les effectifs employés auraient baissé au premier semestre

2020 (solde d'opinion de 63,4%). Pour les répondants, la masse salariale des unités de production artisanale aurait baissé sur la même période, avec un solde d'opinion de 51,6%.

Concernant les recrutements, il ressort de l'enquête que 66,8% des artisans rencontrent des difficultés pour recruter, surtout les non-cadres (82,3%).

Avec un solde d'opinion de 79,5%, les dirigeants d'entreprises artisanales estiment que leur chiffre d'affaires a baissé au premier semestre 2020, en lien avec le recul du niveau des commandes (avec un solde d'opinion de 35,4%) et de la baisse globale des prix de vente (avec un solde d'opinion de 35,2%) sur la même période.

Perspectives d'activité pour le second semestre 2020.

Les artisans prévoient une situation quasiment similaire au second semestre 2020. Les conditions d'approvisionnement devraient rester difficiles au deuxième semestre 2020 avec un solde d'opinions 38,9%, ce qui occasionnerait en partie une baisse de la production (solde d'opinion de 33,8%).

Aussi, les chiffres d'affaires continueraient de baisser (avec un solde d'opinion de 40,2%), du fait du repli conjoint des prix de vente et du niveau de commandes (soldes d'opinion respectifs de 22,5% et 22,3%).

Les embauches suivraient cette tendance, bien que les responsables d'unité de production artisanale soient plus nombreux à espérer recruter (le solde d'opinion se fixant à 4,4% pour la baisse, contre 66,8% au premier semestre 2020).

Une situation financière mauvaise...

65,5% des entreprises artisanales ont dit éprouver des difficultés financières au premier semestre

2020. La trésorerie a été mauvaise sur la même période avec un solde d'opinion de 65%.

... résultant du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Cette projection pessimiste s'expliquerait essentiellement par le ralentissement de l'activité (32%), l'insuffisance de la demande (22,6%), la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 18,7% des répondants) et les difficultés de recouvrement (pour 13,5% des répondants) entrevus.

L'investissement préoccupe les artisans...

Un artisan sur deux a investi au premier 2020. Avec un solde d'opinions de 24,7%, le niveau d'investissement a baissé au premier semestre 2020.

Les artisans qui l'ont déclaré, investissent sur fonds propres (71,7% des répondants), par crédit bancaire (14,8%) et par les fonds provenant des tontines (12,8%). Ils investissent généralement pour accroître leurs capacités de production (52,6%), pour diversifier leurs activités (pour 41,2% des répondants), et pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (6,5%).

... malgré les difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les dirigeants du secteur de l'artisanat. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (67,8%) et du peu de visibilité sur l'avenir (20,2%).

Un climat des affaires morose

Le climat des affaires aurait été mauvais (solde d'opinion de 58,2%) pour les entreprises artisanales au premier semestre 2020.

Pour le deuxième semestre, deux entreprises sur trois interrogées anticipent une détérioration du climat des affaires.

Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités au premier semestre 2020

	Bilan 1 ^{er} Semestre 2020 (en %)			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2020 (en %)		
	Bon	stable	Mauvais	Bon	stable	Mauvais
Opinions sur						
Conditions d'approvisionnement	10,0	31,9	58,1		61,1	38,9
Production	12,9	39,4	47,6	10,8	44,6	44,6
Stocks	32,0	52,1	15,9	28,3	57,3	14,5
Prix de vente	25,8	13,2	61,0	23,7	30,1	46,2
Chiffre d'affaires	6,2	8,1	85,7	5,9	48,0	46,1
Bénéfices		12,8	87,2	18,9	48,7	32,4
Commandes	19,7	25,1	55,1	28,3	21,1	50,6
Emploi		36,6	63,4	18,7	58,2	23,1
Masse salariale	57,5	36,6	5,9	37,8	53,0	9,2
Délais de paiement	24,2	18,5	57,3	3,6	40,3	56,1
Délais de règlement	56,6	21,6	21,8	37,3	45,4	17,3

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture SI_2020

En guise de conclusion

Globalement, l'activité au premier semestre 2020 n'a pas été bonne. Le climat des affaires a été défavorable dans l'ensemble à l'activité des acteurs des différents secteurs, et les opérateurs économiques anticipent une situation globalement similaire au second semestre 2020. Aussi, les embauches n'ont pas été très dynamiques. Les chiffres d'affaires ont globalement baissé. Quasiment tous les chefs d'entreprises jugent les conditions financières difficiles. Les tensions de trésorerie sont pour la plupart imputables au ralentissement de l'activité, l'insuffisance de la demande, la hausse des prix chez les fournisseurs, les impôts et les difficultés de recouvrement (pour respectivement 12,9%, 12,9% et 12,3% des répondants).



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81
Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com
Site Web: www.ccima.cm